



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2016

SOMMAIRE

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1. Balance des biens.....	13
1.1.1. Exportations de biens.....	14
1.1.2. Importations de biens.....	19
1.2. Balance des services.....	21
1.2.1. Transports.....	21
1.2.2. Voyages.....	22
1.2.3. Autres services.....	22
1.3. Compte de revenu primaire.....	23
1.4. Compte de revenu secondaire.....	24
2. COMPTE DE CAPITAL.....	25
3. COMPTE FINANCIER.....	26
3.1. Investissements directs.....	26
3.2. Investissements de portefeuille.....	27
3.3. Autres investissements.....	27
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	28
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	28
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	29
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	29
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	30
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	31
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	31
CONCLUSION.....	32
ANNEXES.....	33
Annexe 1 : Balance des Paiements 2016 (optique BCEAO).....	34
Annexe 2 : Balance des paiements 2016 en termes de transactions (Présentation standard).....	36
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2016.....	47
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	52
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2016.....	54
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2016.....	56
Annexe 7 : Evolution des importations en 2016.....	59
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2016.....	61

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	6
Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria.....	15
Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	22

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2009 et 2016.....	10
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2006 et 2016.....	13
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2006 et 2016.....	13
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2015 et en 2016.....	16
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2009-2010.....	16
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2009 et 2016.....	17
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2015 et en 2016.....	18
.....	18
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2015 et en 2016.....	19
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2015 et en 2016.....	20
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2016.....	31

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	8
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	14
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2012 à 2016.....	14
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2012 à 2016.....	19
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2012 à 2016.....	21
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2012 à 2016.....	21
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2012 à 2016.....	22
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2012 à 2016.....	23
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2012 à 2016.....	23
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2012 à 2016.....	24
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2012 à 2016.....	24
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2012 à 2016.....	25
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2012 à 2016.....	26
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2012 à 2016.....	28
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	29
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	29
Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	29
Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	30

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CREPMF	: Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Enfin, les comptes extérieurs de l'année 2016 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la onzième réunion s'est tenue les 18 et 19 septembre 2017 à Dakar, au Sénégal.

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2016, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international et régional peu favorable, marqué par une demande moins vigoureuse et une baisse des cours des matières premières. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance estimé à 4,0% contre 2,1% en 2015. Le solde global de la balance des paiements s'est ressenti de cet environnement, affichant un déficit de 168.012,8 millions¹ en 2016 contre un excédent de 83.577,8 millions, une année plus tôt.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est accentué en ressortant à 479.648,9 millions en 2016, contre 440.464,8 millions l'année précédente. Cette évolution s'explique par une hausse du déficit de la balance des biens, dont les effets ont été modérés par la diminution des déficits des services et du revenu primaire, couplée à la consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire.

En effet, le déficit de la balance des biens s'est aggravé de 98.301,2 millions par rapport à 2015, en liaison avec une progression des importations de produits alimentaires. La hausse des importations a nourri la réexportation non officielle vers le Nigeria, en dépit du contexte difficile de ce pays, consécutif à la chute des cours du pétrole brut et à la dévaluation du naira.

En revanche, le déficit des services nets s'est légèrement résorbé de 3.199,1 millions par rapport à l'année précédente, s'affichant à 184.632,2 millions. Cette amélioration est à mettre en relation avec le recul des cours du pétrole sur les marchés internationaux.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est réduit de 16.421,3 millions pour se situer à 22.398,4 millions en 2016, en liaison avec une baisse de 18.176,0 millions du déficit du revenu des investissements. Le déficit du revenu des investissements est passé de 35.710,8 millions en 2015 à 17.534,8 millions en 2016. Sa diminution est imprimée par la baisse des dividendes payés au titre des investissements directs reçus. Quant aux intérêts versés sur la dette publique, ils ont progressé de 60,2% pour se situer à 25.617,2 millions en 2016.

Par ailleurs, l'excédent du revenu secondaire a progressé de 39.497,2 millions pour s'établir à 124.194,9 millions, sous l'effet d'une hausse des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques et des envois de fonds des travailleurs.

L'excédent du compte de capital s'est également consolidé de 7.451,3 millions, en ressortant à 81.568,3 millions au cours de l'année sous revue contre 74.117,0 millions en 2015, en liaison avec une augmentation des transferts en capital au profit des administrations publiques et des ONG implantées au Bénin.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 398.080,0 millions partiellement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 227.705,5 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif financier net de 1.954.669,0 millions au 31 décembre 2016 contre 1.578.200,9 millions au 31 décembre 2015. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à 2.497,0 millions, imputables essentiellement aux évolutions du taux de change entre le franc CFA et les principales devises étrangères, en particulier le dollar américain.

Ces différentes évolutions sont retracées sur le tableau de synthèse fourni ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2013	2014	2015	2016
Compte des transactions courantes	-332 575,6	-437 515,0	-440 464,8	-479 648,3
Biens et services	-424 099,0	-552 380,4	-486 342,7	-581 444,8
Biens	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4	-396 812,6
Marchandises générales, base balance des paiements	-311 179,9	-330 809,7	-310 251,2	-407 427,7
<i>dont : Réexportations</i>	596 074,2	882 472,1	664 956,9	762 669,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-1 585,1	-31 198,7	2 867,6	0,0
Or non monétaire	10 496,0	10 747,3	8 872,2	10 615,1
Services	-121 830,0	-201 119,2	-187 831,3	-184 632,2
Transport	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6	-178 366,2
<i>dont fret</i>	-130 244,5	-188 240,0	-131 923,9	-154 066,5
Voyages	74 254,8	47 919,0	46 460,5	35 279,3
Autres services	-62 045,2	-56 839,3	-60 659,3	-41 545,3
Revenu primaire	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7	-22 398,4
Rémunération des salariés	3 155,8	2 081,1	1 868,5	-46,8
Revenus des investissements	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8	-17 534,8
Autre revenu primaire	0,0	0,0	-4 977,4	-4 816,8
Revenu secondaire	125 610,6	145 100,9	84 697,7	124 194,9
Administrations publiques	39 037,2	44 030,4	18 222,7	45 792,8
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	86 573,5	101 070,5	66 475,0	78 402,1
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	69 812,0	77 066,2	66 849,6	79 212,7
Compte de capital	91 851,7	125 205,5	74 117,0	81 568,3
Transferts de capital	91 934,7	125 904,8	74 326,0	81 660,7
Administration publique	57 314,5	63 866,0	28 800,0	35 050,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	34 620,3	62 038,8	45 526,0	46 610,7
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-83,0	-699,3	-209,0	-92,4
Compte financier	-331 694,5	-480 126,0	-447 654,2	-227 705,5
Investissement direct	-149 036,1	-191 804,5	-69 205,1	-67 799,8
Investissements de portefeuille	-19 486,7	-23 946,9	-117 548,6	-50 793,3
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	321,0	0,0
Autres investissements	-163 171,8	-264 374,6	-261 221,5	-109 112,4
Erreurs et omissions nettes	8 106,3	7 234,1	2 271,4	2 361,7
Solde global	99 076,9	175 050,5	83 577,8	-168 012,8
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8	168 012,8
Banque centrale	30 956,7	-46 555,5	-41 187,8	264 064,8
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	-130 033,6	-128 495,0	-42 390,0	-96 052,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)

INTRODUCTION

Au cours de l'année 2016, la dynamique de l'activité économique mondiale a été moins soutenue avec le ralentissement de la croissance économique dans la plupart des pays développés, en Chine, ainsi que la récession économique dans les pays émergents tels que la Russie et le Brésil. Elle s'explique notamment par une consommation intérieure moins vigoureuse dans les pays développés et les contraintes spécifiques aux pays émergents. En Chine, le Gouvernement poursuit ses réformes de réduction des crédits douteux et d'encadrement des spéculations dans le secteur immobilier en vue de soutenir le niveau de la croissance économique. Le Brésil, en lutte contre la corruption, et la Russie, qui s'efforce d'absorber le choc des sanctions économiques internationales et de la baisse des cours du pétrole, demeurent en récession économique, mais de faible ampleur comparativement à l'année 2015.

Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2016, après une réalisation de 3,4% en 2015, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en octobre 2017.

En Afrique subsaharienne, la croissance a décéléré pour se situer à 1,4% en 2016, après 3,4% en 2015, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria. En particulier au Nigeria, l'économie est entrée en récession affichant un taux de croissance de -1,6% en 2016, après 2,7% un an plus tôt. Les difficultés du secteur pétrolier, ébranlé par l'effondrement des cours du pétrole sur le marché international, et la dévaluation du naira expliquent pour l'essentiel ce ralentissement de l'activité économique.

Dans l'UEMOA, l'activité économique est demeurée plus résiliente, affichant un rythme de progression relativement soutenu. Le PIB réel de l'Union a progressé de 6,6% en 2016, contre 6,2% en 2015. La croissance économique de l'UEMOA a été tirée par l'ensemble des secteurs, avec une contribution plus forte du tertiaire, suivi du secondaire. En particulier, elle a résulté de la progression de la production agricole au cours de la campagne 2016/2017 et de l'essor de l'activité des services, en raison de la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans le domaine des télécommunications et du développement du *mobile banking*.

S'agissant du niveau général des prix, au cours de l'année 2016, l'inflation a été orientée à la baisse, demeurant dans les limites compatibles avec la stabilité des prix. Le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 0,3% en 2016 contre une réalisation de 1,0% l'année précédente. La décélération de l'inflation en 2016 est imputable principalement à une hausse de moindre ampleur des prix des produits alimentaires et un repli des prix des produits pétroliers.

Au Bénin, le taux de croissance économique réel est ressorti à 4,0% en 2016 contre 2,1% en 2015, selon les estimations des services officiels. Ce rebond de la croissance s'explique principalement par la performance de la campagne cotonnière 2016-2017, plus importante que celles enregistrées au cours des dernières campagnes. En effet, la production cotonnière a progressé de 67,6% pour s'établir à 451.121 tonnes, contre une réalisation de 269.218 tonnes au cours de la campagne² 2015-2016 et de 393.325 tonnes une campagne plus tôt. Cette forte

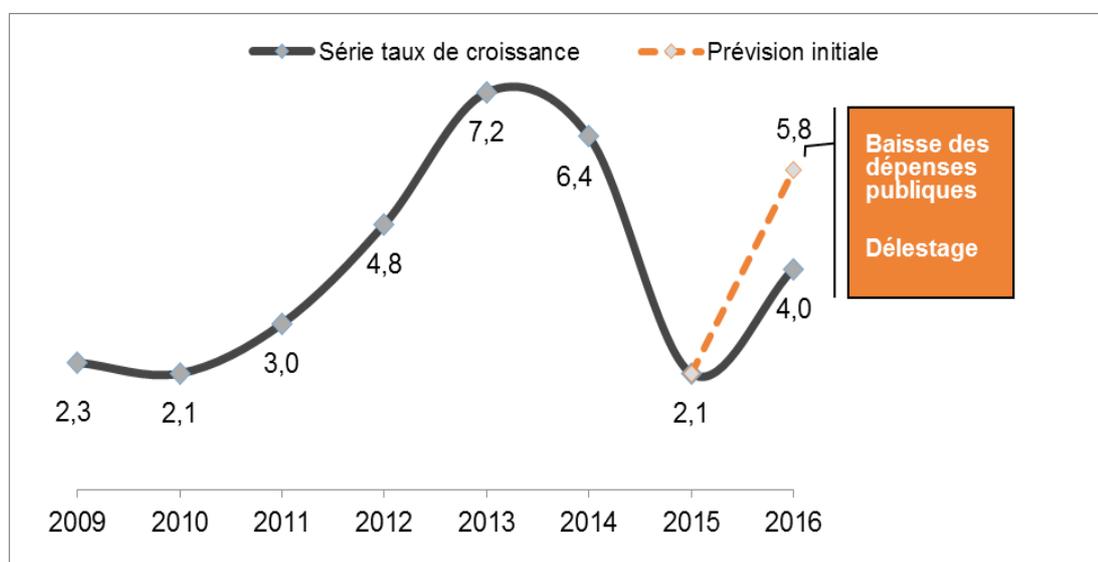
² Conformément à l'article 5 du Règlement n°11/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 portant adoption des modalités de calcul du PIB dans les États membres de l'UEMOA, la production agricole de la campagne n/n+1 n'est pas ventilée entre les années civiles n et n+1 en fonction du calendrier agricole mais rattachée en totalité à

hausse est consécutive aux réformes engagées par le nouveau Gouvernement, qui a repositionné l'Association Interprofessionnelle du Coton dans son rôle initial de gestionnaire de la filière coton, et les efforts d'encadrement des cotonculteurs.

La croissance enregistrée en 2016 est également liée à la hausse des activités de production vivrière, du commerce, des télécommunications et des services financiers. La production vivrière s'est renforcée de 14,9% durant la campagne 2016-2017 pour se situer à 10.610.382 tonnes en relation avec de meilleures conditions climatiques. En ce qui concerne le commerce, sa valeur ajoutée s'est consolidée de 3,4% en relation avec la réexportation informelle de produits alimentaires vers le Nigeria. Dans le secteur des télécommunications, le renforcement des investissements a notamment soutenu l'extension des réseaux et la diversification des offres. S'agissant des services financiers, ils se sont consolidés sous l'effet des activités bancaires.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2009 et 2016

(en %)



Sources : INSAE et DGAE [2017]

Les performances économiques en 2016 ont été érodées par la baisse des dépenses publiques et les difficultés d'approvisionnement en énergie électrique notées durant le premier semestre de l'année, qui ont limité la productivité des entreprises. En ce qui concerne les dépenses publiques, elles sont ressorties à 1.086,3 milliards en 2016 contre une réalisation de 1.242,3 milliards l'année précédente, soit une baisse de 12,6%. Ce recul des dépenses publiques a été plus marqué au niveau de la composante dépenses en capital (-20,5%) comparativement aux dépenses courantes (-7,6%).

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à -0,8% en 2016 contre 0,3% en 2015, se situant ainsi en dessous du seuil de 3% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États de l'Union. Cette baisse du niveau général des prix est en rapport avec la détente des prix des produits pétroliers sur les marchés internationaux et les résultats positifs de la campagne agricole.

l'année n.

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une réduction du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 6,0% du PIB courant contre 8,0% en 2015, sous l'effet de la gestion prudente des dépenses publiques par le nouveau Gouvernement.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 5.524,3 millions pour s'établir à 2.114.328,7 millions, soit une augmentation de 0,3% comparativement aux réalisations de 2015. Cette expansion s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 84.960,0 millions, tandis que la circulation fiduciaire s'est repliée de 79.519,9 millions, en lien avec l'essor des services financiers via la téléphonie mobile. Par contre, l'encours des crédits au secteur privé, au terme des douze mois de l'année 2016, a progressé de 32.723,8 millions ou 2,8%, pour ressortir à 1.183.031,4 millions. La hausse des crédits résulte essentiellement de mises en place de prêts en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs des télécommunications, de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie et du commerce. Quant aux créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Publique Centrale (APUC), la position du Gouvernement s'est détériorée de 161.653,2 millions, consécutivement au financement bancaire du déficit budgétaire de l'Etat.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégageant un déficit de 168.012,8 millions du solde global de la balance des paiements. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en cinq parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 9,4% du PIB en 2016 contre un déficit de 9,0% en 2015. Cette accentuation du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est essentiellement imputable à la hausse des importations de produits alimentaires.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI, indiquent une hausse de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 479.648,3 millions en 2016, contre 440.464,8 millions en 2015. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est alourdi en ressortant à 9,4% du PIB en 2016, contre 9,0% du PIB en 2015.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	-362 824,9	-424 099,0	-552 380,4	-496 342,7	-581 444,8
Biens	-285 624,9	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4	-396 812,6
Services	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2	-187 831,3	-184 632,2
Revenu primaire	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7	-22 398,4
Revenu secondaire	102 338,4	125 610,6	145 100,9	84 697,7	124 194,9
Solde du compte courant	-294 558,3	-332 575,6	-437 515,0	-440 464,8	-479 648,3
Solde du compte courant (hors dons)	-326 406,9	-371 612,8	-481 545,4	-458 687,5	-503 833,5
PIB Nominal	4 144 000,0	4 524 137,1	4 799 495,9	4 903 823,5	5 084 000,0
Solde courant (en % PIB)	-7,1	-7,4	-9,1	-9,0	-9,4

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

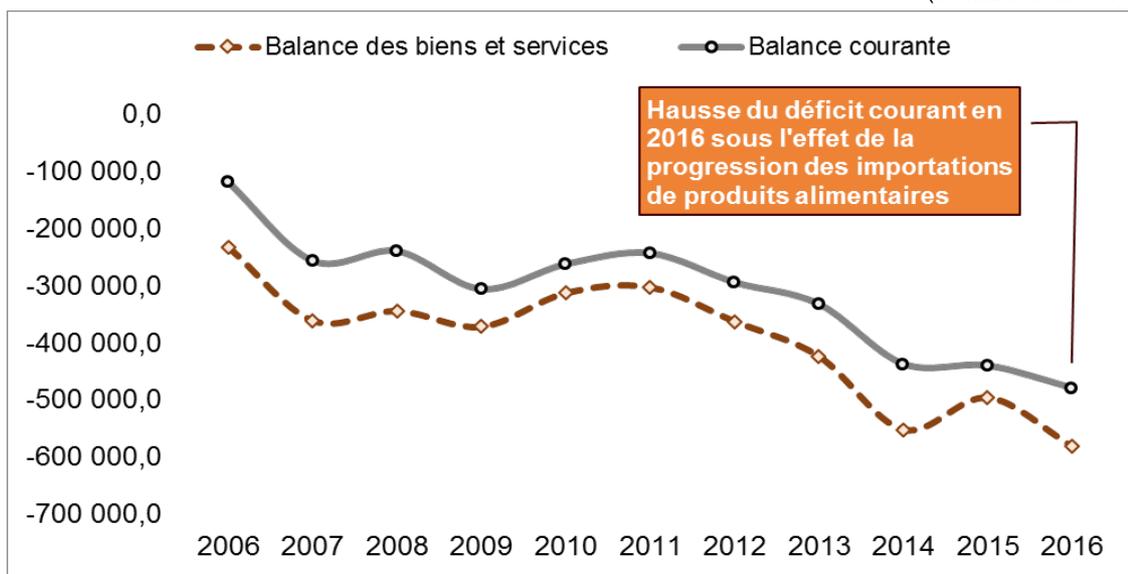
En règle générale au Bénin, l'évolution du solde des transactions courantes est imprimée par la balance des biens et des services, comme l'illustre le graphique 2. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INSAE sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

En 2016, l'accentuation du déficit des transactions courantes s'explique par une hausse des importations de produits alimentaires qui sont passées de 605.866,9 millions en 2015 à 766.126,9 millions en 2016. Cette progression des importations de produits alimentaires a été imprimée par les acquisitions de riz, qui ont évolué de 271.708,7 millions en 2015 à 453.443,3 millions en 2016. Ces transactions de produits alimentaires ont soutenu pour l'essentiel le commerce de réexportation informelle en direction du Nigeria, malgré le contexte économique difficile qui y a prévalu tout au long de l'année 2016.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2006 et 2016

(en millions de FCFA)



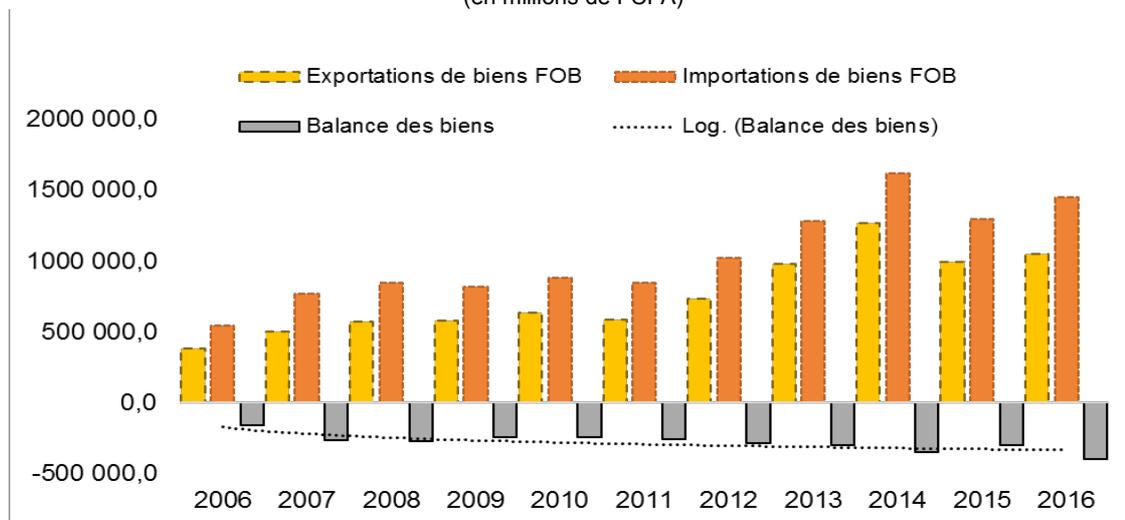
Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

1.1. Balance des biens

La balance commerciale maintient un profil déficitaire. Le déficit de la balance commerciale rapporté au PIB s'est accentué, pour se situer à -7,8% contre -6,1% en 2015.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2006 et 2016

(en millions de FCFA)



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

Le creusement de la balance commerciale entre 2015 et 2016 résulte d'une augmentation des importations (155.483,1 millions), plus importante que celle des exportations (57.182,0 millions), en valeur absolue. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé, passant de 76,9% en 2015 à 72,6% en 2016. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens FOB (1)	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	995 101,5	1 052 283,5
Importations de biens FOB (2)	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 547,3	1 293 613,0	1 449 096,1
Balance commerciale de biens	-285 624,8	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4	-396 812,6
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	72,1	76,4	78,3	76,9	72,6
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)	42,4	50,0	60,1	46,7	49,2
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	17,8	21,6	26,4	20,3	20,7
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	24,7	28,3	33,7	26,4	28,5

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2016 sont arrêtées à 1.052.283,5 millions contre 995.101,5 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, notamment des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2012 à 2016(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	726 249,8	970 214,8	1 287 259,9	983 361,7	1 041 668,4
<i>dont réexportations totales</i>	446 998,6	596 074,2	882 472,2	664 956,9	762 669,0
<i>réexportations officielles</i>		64 522,0	240 965,1	109 857,3	47 999,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce international**	271,0	-1 585,1	-30 721,0	2 867,6	0,0
Or non monétaire	9 976,9	10 496,0	10 747,3	8 872,2	10 615,1
<i>dont réexportations</i>	9 976,9	10 496,0	10 747,3	8 872,2	10 615,1
Total exportations de biens	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	995 101,5	1 052 283,5

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

**Transactions liées aux produits pétroliers

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 762.669,0 millions en 2016 contre 664.956,9 millions en 2015. La hausse des réexportations en 2016 s'explique par les expéditions non officielles de produits alimentaires vers le Nigeria nonobstant la conjoncture économique peu favorable qui y a prévalu et les mesures prises par les Autorités nigérianes pour limiter l'importation de certains produits, en provenance du Bénin (Cf. encadré 2).

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les

quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, en réexportation vers les pays occidentaux. Le niveau de la réexportation d'or est ressorti à 10.615,1 millions en 2015 contre 8.872,2 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria

Au Bénin, l'activité de réexportation de biens évolue au rythme des mesures en vigueur au Nigeria. Ces mesures visent en général à protéger la production locale nigériane par des restrictions sur les importations de certains produits tels que le riz, les huiles végétales, les poissons congelés, les friperies et les véhicules d'occasion.

Dès le second semestre de l'année 2015, le Nigeria a dû faire face aux conséquences de la baisse du prix du pétrole sur le marché international. La forte dépendance du pays aux exportations de pétrole brut a plongé l'économie dans une récession avec une poussée inflationniste.

Pour y remédier, les Autorités nigérianes ont adopté trois principales mesures budgétaires et monétaires, à savoir : (i) la suppression en mai 2016 des subventions à l'essence qui pesaient lourdement sur les finances publiques, (ii) la restriction de l'accès aux devises via la Banque Centrale, à l'importation de 41 produits spécifiques, dont des produits alimentaires (riz, margarine, huile...) et industriels (plastic, caoutchouc, métaux...), réexportés essentiellement par les canaux informels entre le Bénin et le Nigeria, ainsi que (iii) l'introduction d'un taux de change flexible de sa monnaie, le naira, sur le marché interbancaire, à compter du 20 juin 2016 ayant eu pour corollaire la dévaluation de près de 50% du naira.

Dans ce contexte, les expéditions non officielles de marchandises du Bénin vers le Nigeria par les circuits informels se sont renforcées tout au long de l'année 2016.

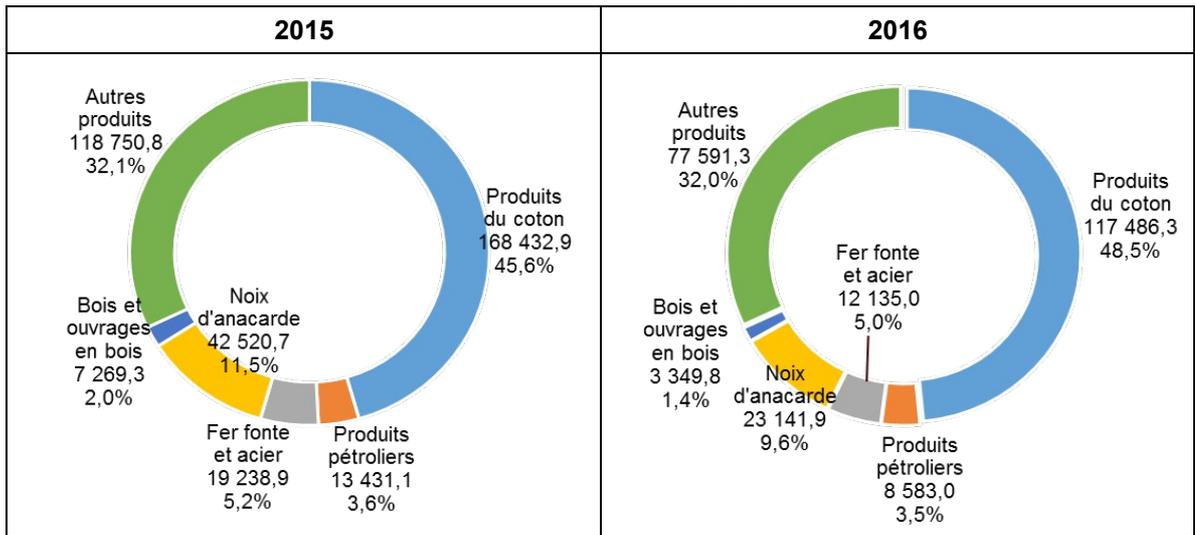
Sources : Douanes du Bénin, DGAE et FMI [2017]

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent plus du tiers des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2015 et en 2016

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



Source : INSAE (Octobre 2017)

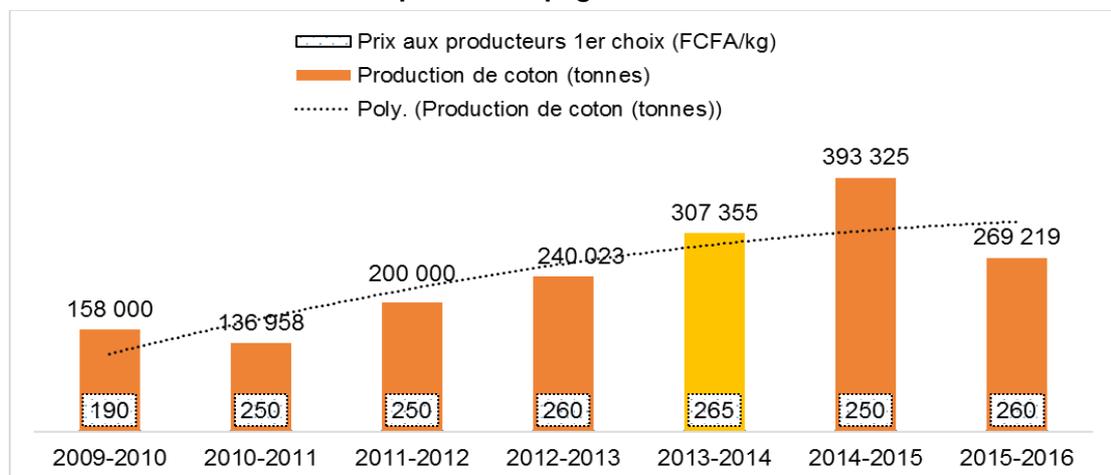
1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a reculé de 31,7%, évoluant de 161.610,0 tonnes en 2015 à 110.358,4 tonnes en 2016, en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2015-2016⁴ qui s'est soldée par une production de coton graine de 269.219 tonnes contre 393.325 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

La production cotonnière au titre de la campagne 2015-2016 s'est inscrite en retrait, après trois années consécutives de hausse, en relation avec les conditions climatiques moins favorables dans certaines zones de production et le suivi dans l'encadrement des cotonculteurs.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 971,2 FCFA le kilogramme en 2016, contre 680,7 FCFA le kilogramme en 2015 et 718,8 FCFA le kilogramme en 2014. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 110.358,4 millions en 2016 contre 161.610,0 millions en 2015, en repli de 51.251,6 millions.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2009-2010



Sources : INSAE et Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2017)

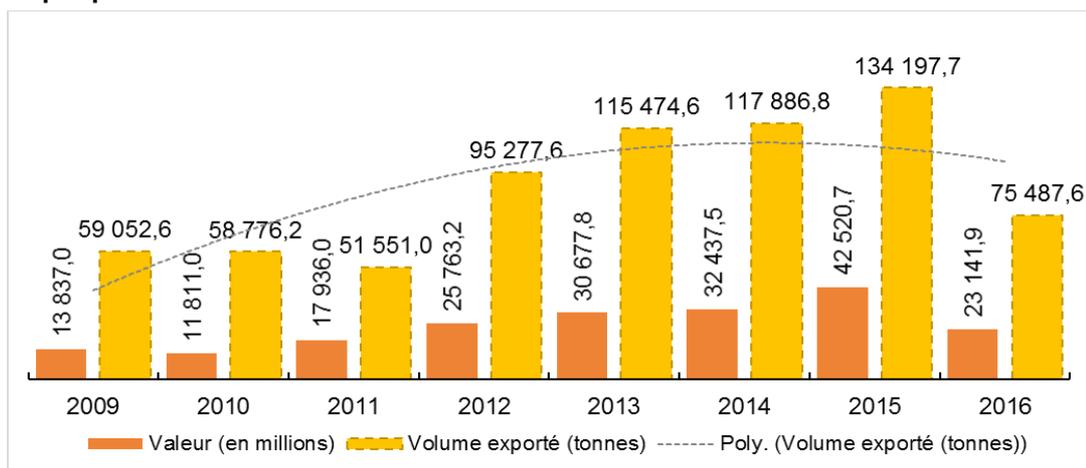
⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix d'anacarde est la seconde culture d'exportation après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international se sont redressés, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale, en provenance notamment d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis.

Cependant, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 23.141,9 millions en 2016, en baisse de 45,6% par rapport à 2015 où elles s'étaient établies à 42.520,7 millions. Cette évolution s'explique par les conditions climatiques moins favorables.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2009 et 2016



Sources : INSAE-DGDDI (Octobre 2017)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Les produits en « fer, fonte et acier » sont principalement exportés par les industries métallurgiques en direction des pays de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Togo et Burkina Faso) et de l'Afrique Centrale (Tchad). Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam. En 2016, cette activité de récupération a représenté 27,3% des ventes totales à l'étranger des produits en « fer, fonte et acier », selon les statistiques officielles.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont baissé de 36,9% en valeur pour s'établir à 12.135,0 millions en 2016 contre 19.238,9 millions en 2015, en liaison avec une baisse de la demande au plan mondial, notamment de la demande émanant de la Chine. En outre, en volume, les exportations ont reculé de 48,3%, passant de 128.493,8 tonnes à 66.426,8 tonnes sur la période sous revue.

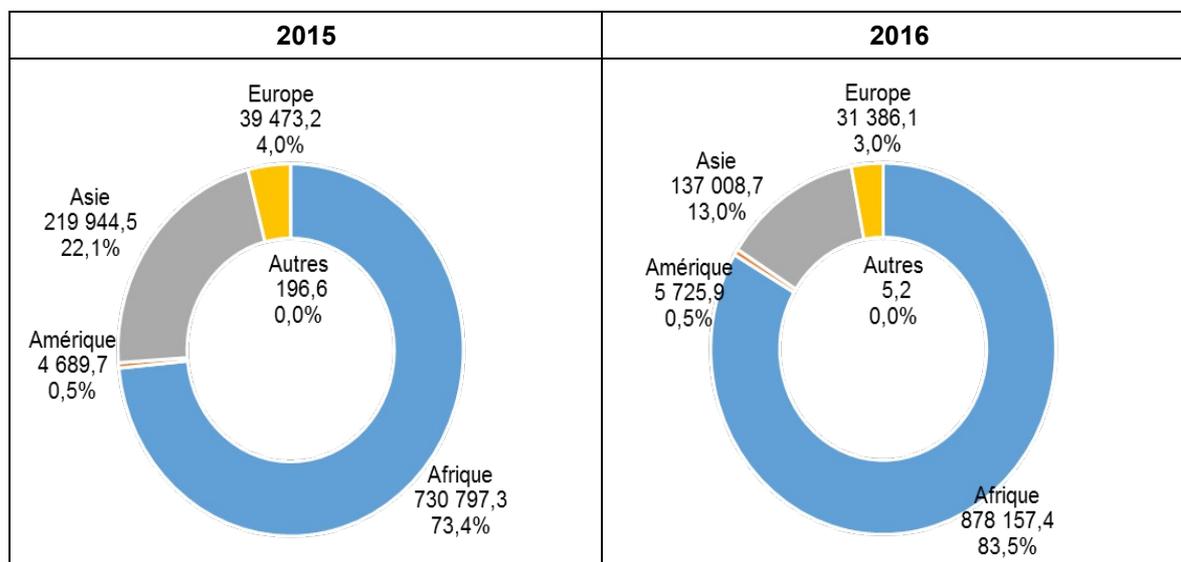
1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont fortement baissé, passant de 13.431,1 millions en 2015 à 8.583,0 millions en 2016, en liaison avec le recul du transit via le port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés Puma Energy Bénin (35,8%), Corlay Bénin (21,1%), ORYX Bénin (12,0%) et ADDAX Energy (10,0%), selon les statistiques officielles.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁵, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux en faveur de l'Afrique et de l'Asie qui sont les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 83,5% et de 13,0% en 2016. L'Europe, en recueillant 3,0% des ventes à l'étranger en 2016, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2015 et en 2016



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin en 2016 sont le Nigeria (69,4%) et le Ghana (0,3%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en hausse, passant de 578.309,6 millions en 2015 à 730.683,9 millions en 2016. Cette augmentation concerne le commerce de riz, des graisses et huiles végétales, des friperies ainsi que du fer, de la fonte et de l'acier.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont en progression de 5,6% pour ressortir à 129.315,2 millions en 2016 contre 122.444,6 millions en 2015. Les échanges intra-UEMOA représentent 12,3% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Mali (4,8%), le Niger (4,4%) et le Togo (1,6%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont l'Inde (3,5%), la Malaisie (3,0%), le Bangladesh (2,4%) et la Chine (1,5%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées du coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

⁵ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INSAE sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont progressé de 12,0% pour ressortir à 1.449.096,1 millions en 2016 contre 1.293.613,0 millions en 2015. Elles sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2012 à 2016

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 069,6	1 293 613,0	1 449 096,1
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-	-	477,7	-	0,0
Total importations de biens	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 547,3	1 293 613,0	1 449 096,1

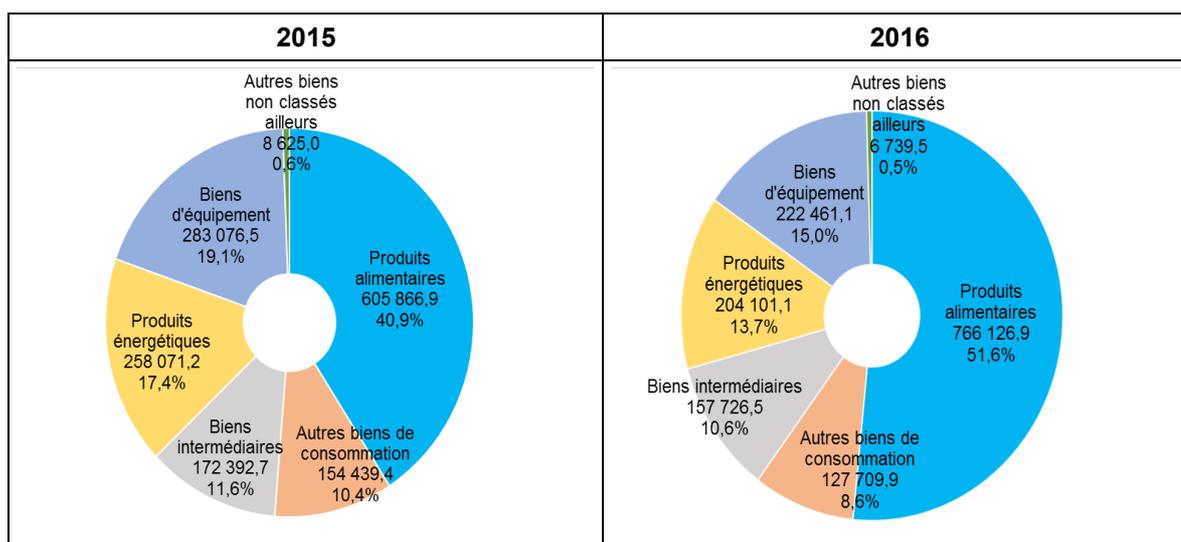
Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en légère hausse de 0,2% en valeur pour s'établir à 1.484.865,0 millions en 2016 contre 1.482.471,7 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont progressé de 12,1% en passant de 4,2 millions de tonnes en 2015 à 4,7 millions de tonnes en 2016.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 1.703.521,0 millions, représentant 33,5% du PIB nominal en 2016 contre 34,9% en 2015. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des cinq dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2015 et en 2016



Source : INSAE (Octobre 2017)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. En 2016, le ralentissement des dépenses publiques a eu des effets

sur l'évolution des importations, notamment les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires qui ont reculé d'une année à l'autre.

Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 51,6% en 2016 contre 40,9% en 2015. En progressant de 26,5% en valeur et de 25,3% en volume d'une année à l'autre, les achats à l'étranger de produits alimentaires expliquent, en partie, l'évolution des importations en 2016. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 453.443,3 millions en 2016 contre 271.708,7 millions en 2015.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 15,0% des importations officielles en 2016 contre 19,1% en 2015. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont reculé de 21,4% pour s'établir à 222.461,1 millions. Cette évolution s'explique par la baisse de 12,6% des dépenses publiques en 2016, qui sont ressorties à 1.086,3 milliards contre une réalisation de 1.242,3 milliards en 2015. Ce recul des dépenses publiques a été plus marqué au niveau de la composante dépenses en capital (-20,5%).

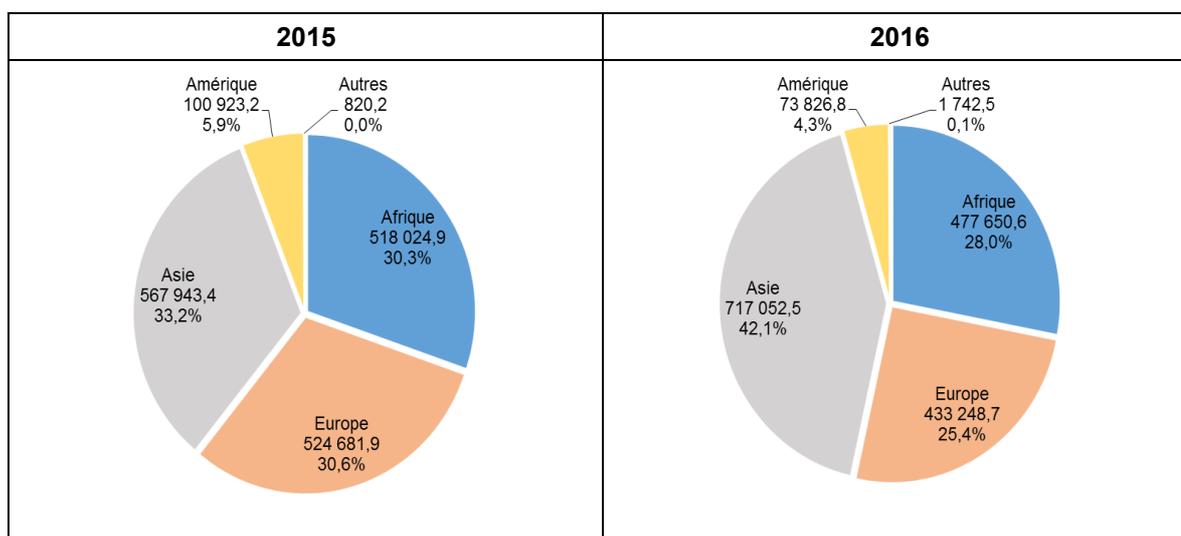
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 204.101,1 millions, en baisse de 20,9% en variation annuelle. Elles représentent 13,7% des importations totales. La diminution observée provient des hydrocarbures et de l'énergie électrique, dont les achats à l'étranger ont reculé respectivement de 21,2% et 22,2%.

Enfin, les importations de biens intermédiaires ont baissé de 8,5% pour atteindre 157.726,5 millions en 2016. Elles représentent 10,6% des importations officielles du Bénin. Le repli observé en 2016 est porté par les sous-catégories « coton et articles en coton » (-36,2%) et « autres biens intermédiaires » (-10,4%).

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2016 se trouvent en Asie (42,1%), en Afrique (28,0%) et en Europe (25,4%). Les importations en provenance du continent américain représentent 4,3% des importations totales du Bénin en 2016.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2015 et en 2016



Source : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance de l'Asie a progressé au détriment des importations venant de l'Europe et de l'Afrique. En effet, la France (9,1% en 2016 contre 10,1% en 2015) et l'Espagne (1,8% en 2016 contre 5,1% en 2015) en Europe et le Nigeria (10,1% en 2016 contre 14,3% en 2015) en Afrique ont perdu des parts de marché au détriment de l'Inde (13,4% en 2016 contre 8,4% en 2015) et de la Thaïlande (11,2% en 2016 contre 6,7% en 2015).

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2016 sont le Togo (8,3%) et le Nigeria (10,1%). Le Bénin importe essentiellement de l'énergie électrique du Togo, par le biais de la Communauté Electrique du Bénin, et des produits pétroliers du Nigeria.

1.2. Balance des services

La balance des services s'est améliorée de 13.199,1 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 184.632,2 millions en 2016 contre un déficit de 197.831,3 millions en 2015. Le déficit de la balance des services s'est ainsi réduit, évoluant de 4,0% du PIB en 2015 à 3,6% du PIB en 2016, dans le sillage de la balance commerciale.

En effet, l'évolution favorable des services est essentiellement imputable à la réduction des dépenses liés aux autres services. Les dépenses de fret et d'assurance ont progressé proportionnellement aux importations. Il convient de rappeler que depuis l'élaboration de la balance des paiements pour l'année 2014, le taux de fret et d'assurance a été estimé à 14,7% (Cf. encadré 3).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Transports	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6	-178 366,2
<i>dont fret</i>	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0	-131 923,9	-154 066,5
Voyages	64 900,4	74 254,8	47 919,0	46 460,5	35 279,3
Autres services	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3	-70 659,3	-41 545,3
Services nets	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2	-197 831,3	-184 632,2
Services nets/PIB (en %)	-1,9	-2,7	-4,2	-4,0	-3,6

Source : BCEAO (Octobre 2017)

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est accentué de 4.733,6 millions, pour s'établir à 178.366,2 millions en 2016 contre 173.632,6 millions en 2015. Cette évolution, comme indiqué plus haut, est liée aux dépenses de fret et assurance qui sont en hausse de 22.142,6 millions, en relation avec l'augmentation du volume des marchandises importées.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Transports	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6	-178 366,2
Passagers	-24 824,6	1 507,7	912,2	-42 941,7	-10 357,8
Fret	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0	-131 923,9	-154 066,5
Autres	5 293,9	-5 302,8	-4 844,1	1 233,0	-13 941,9

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2015, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2014.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2009 à 2013 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2014 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2009 à 2013 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 14,7% des importations CAF en 2014 contre 14,4% en 2013. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 14,2% et 0,5% des importations CAF contre 13,9% et 0,5% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,3 point de pourcentage s'explique par la progression des coûts des produits pétroliers entre 2012 et 2013.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 35.279,3 millions en 2016 contre 46.460,5 millions un an plus tôt, en baisse de. La diminution du solde excédentaire du poste « voyages » de 11.181,2 millions est imputable à la fois aux voyages à titre professionnel (-5.817,9 millions) et aux voyages à titre personnel (-5.363,3 millions).

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Voyages	64 900,4	74 254,8	47 919,0	46 460,5	35 279,3
à titre professionnel	37 955,4	42 469,5	30 406,3	35 560,2	29 742,3
à titre personnel	26 945,0	31 785,3	17 512,7	10 900,3	5 537,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est réduit de 19.114 millions. Il est ressorti à 41.545,3 millions en 2016, contre 60.659,3 millions en 2015.

En 2013, le déficit des autres services nets s'était fortement creusé de 49.809.4 millions, à la suite des services d'ingénierie déployés dans le cadre des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est. Sur les six compagnies en

contrat avec le Gouvernement béninois, seules trois⁶ ont poursuivi les recherches en 2014. En juin 2015, la dernière compagnie encore en activité, à savoir la société SAPETRO (South Atlantic Petroleum) a arrêté ses activités, tenant compte de l'évolution défavorable des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux. Ce qui explique le recul du déficit des autres services aux entreprises dès 2013. Le déficit est ressorti à 46.995,5 millions en 2016.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-1 057,6	-2 006,9	-2 354,0	-8 384,0	-930,7
Travaux de construction	-10 129,1	-2 452,1	-8 955,6	15,4	-13 690,2
Services d'assurance et de retraite	-13 336,9	-10 315,6	-8 947,3	-4793,5	-4 148,7
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	1 447,0	9 735,6	9 121,9	-304,5	2 678,0
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...)	-8 686,0	-65 852,5	-61 597,7	-54 517,3	-46 995,5
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	5 053,3	7 190,9	10 204,9	1 462,4	17 166,8
Divers autres services	14 473,6	1 655,4	5 688,4	5 862,2	4 375,0
Total Autres services	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3	-60 659,3	-41 545,3

Source : BCEAO (Octobre 2017)

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2012 à 2016

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	2 426,2	3 155,8	2 081,1	1 868,5	-46,8
Revenus des investissements	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8	-17 534,8
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	<i>-10 604,7</i>	<i>-11 531,4</i>	<i>-10 601,4</i>	<i>-15 993,7</i>	<i>-25 617,2</i>
Autres revenus primaires	0,0	739,8	0,0	0,0	-4 816,8
Balance du revenu primaire	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7	-22 398,4
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,8	-0,8	-0,6	-0,8	-0,4

Source : BCEAO (Octobre 2017)

En 2016, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 22.398,4 millions (0,4% du PIB), en diminution par rapport à 2015 où elles avaient atteint 38.819,7 millions (0,8% du PIB). Cette évolution résulte du recul des revenus versés au titre des investissements directs en relation avec la baisse de performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements directs.

⁶ Il s'agit de South Atlantic Petroleum et des consortia CBH-SHELL-PETROBRAS et CENTURY-HUNT OIL-SOBEH

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Revenus des investissements directs	-34 397,6	-62 319,8	-69 105,3	-37 890,0	-1 436,7
Dont bénéfiques réinvestis	-5 620,7	-32 465,0	-9 263,8	1 227,8	50 206,7
Revenus des investissements de portefeuille	8 910,8	37 817,7	45 519,2	20 777,2	21 521,4
Revenus des autres investissements	-11 011,2	-13 480,8	-8 730,5	-18 598,1	-37 619,5
Balance des revenus des investissements	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8	-17 534,8

Source : BCEAO (Octobre 2017)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les envois de fonds des travailleurs et les transferts reçus par les administrations publiques et les organismes privés dans le cadre de l'aide au développement.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2012 à 2016

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	31 848,7	39 037,2	44 030,4	18 222,7	45 792,8
<i>dont aide budgétaire</i>	31 541,5	32 791,8	44 131,2	18 245,7	24 185,2
Autres secteurs	70 489,7	86 573,5	101 070,5	66 475,0	78 402,1
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	58 851,6	69 812,0	77 066,2	66 849,6	79 212,7
Balance revenu secondaire	102 338,4	125 610,6	145 100,9	84 697,7	124 194,9
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	2,5	2,8	3,0	1,7	2,4

Source : BCEAO (Octobre 2017)

En 2016, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 124.194,9 millions (2,4% du PIB), contre 84.697,7 millions (1,7% du PIB), en progression de 39.497,2 millions.

Cette évolution est liée à l'augmentation des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques (+27.570,1 millions) et des envois de fonds des travailleurs (+11.927,1 millions), dans un contexte économique international un peu plus favorable.

Au titre des appuis budgétaires, les principaux donateurs du Bénin en 2016 sont l'Union Européenne (23.523,0 millions), Borne fonden (1.224,3 millions) et la Coopération Technique Belge (1.080,0 millions). Ces ressources ont notamment bénéficié au secteur agricole.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est renforcé, pour s'établir à 81.568,3 millions en 2016 contre 74.117,0 millions en 2015. Cette évolution reflète une progression des transferts en capital reçus par les administrations publiques et les organisations non gouvernementales opérant au Bénin.

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 81.568,3 millions en 2016 (1,6% du PIB) contre 74.117,0 millions en 2015 (1,5% du PIB), en augmentation de 12.451,3 millions.

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2012 à 2016

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Transferts en capital	84 977,0	91 934,7	125 904,8	74 326,0	86 660,7
Administration publique	53 770,7	57 314,5	63 866,0	28 800,0	35 050,0
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	31 206,3	34 620,3	62 038,8	45 526,0	46 610,7
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	-83,0	-699,3	-209,0	-92,4
Solde du compte de capital	84 977,0	91 851,7	125 205,5	74 117,0	81 568,3
Solde du compte de capital/PIB (en %)	2,1	2,0	2,6	1,5	1,6

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Ce profil haussier est principalement sous-tendu par la progression des transferts en capital reçus par les administrations publiques (+6.250,0 millions) et les organisations non gouvernementales implantées au Bénin (+1.084,7 millions). Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable et de l'accès à l'énergie. Ces transferts proviennent notamment de l'Union Européenne (5.003,0 millions), du Programme des Nations Unies pour le Développement (4.538,6 millions), de l'organisation Mondiale de la Santé (1.571,4 millions), de la Chine (1.500 millions), de la Coopération Technique Belge (1.495 millions) et de Helvetas (1.083,9 millions).

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif net de 227.705,5 millions en 2016 contre 447.654,2 millions en 2015.

Le compte financier⁷ s'est soldé par un passif net de 227.705,5 millions en 2016 contre 447.654,2 millions en 2015. Cette diminution des flux financiers nets reçus résulte d'une baisse des émissions de titres publics par le Trésor du Bénin et des mobilisations de financements extérieurs par le Gouvernement. La baisse des mobilisations de ressources financières extérieures en 2016 s'explique par la réorientation de la gestion des finances publiques dès le mois d'avril par le nouveau régime.

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-123 154,1	-149 036,1	-191 804,5	-69 205,1	-67 799,8
Investissements de portefeuille	-35 218,5	-19 486,7	-23 946,9	-117 548,6	-50 793,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	321,0	0,0
Autres investissements	-111 422,2	-163 171,8	-264 374,6	-261 221,5	-109 112,4
Solde du compte financier	-269 794,8	-331 694,5	-480 126,0	-447 654,2	-227 705,5
Solde du compte financier/PIB	-6,5	-7,4	-10,0	-9,1	-4,5

Source : BCEAO (Octobre 2017)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 67.799,8 millions en 2016 contre 69.205,1 millions en 2015, en recul de 1.405,3 millions, en liaison avec le climat d'attente induit par la tenue des deux tours de l'élection présidentielle en mars 2016. Les flux nets d'investissements directs en 2016 sont constitués de prises de participation (17.743,9 millions) et d'instruments de dette (50.055,9 millions).

Les principaux secteurs qui ont reçu ces investissements directs sont les « transports et entreposages » (38,1%), le « commerce de gros et de détail » (34,5%) et la « construction » (24,6%) et l'« industrie manufacturière » (15,2%). Ces investissements sont notamment portés par les sociétés BENIN TERMINAL et COMAN SA, qui ont renforcé leurs investissements dans les activités de manutention au Port de Cotonou, la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE), la société KNAR BENIN, spécialisée dans l'exportation de la noix de cajou, et des banques telles que Bank Of Africa et ORABANK.

La France (80,2%), le Burkina Faso (34,7%), le Togo (13,1%) et les Etats-Unis (3,4%) sont les principaux pourvoyeurs des investissements directs au Bénin en 2016 (Cf. annexe 4).

⁷ Compilé suivant l'optique BCEAO.

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 50.793,3 millions en 2016 contre 117.548,6 millions, une année plus tôt. Cette évolution s'explique par la politique de rationalisation des émissions de titres publics mise en œuvre par le nouveau régime, dès le mois d'avril 2016.

En 2016, le Trésor Public du Bénin a levé sur le marché des titres publics de l'Union un montant de 396,6 milliards contre 599,6 milliards en 2015. Sur ces montants, les acquisitions des investisseurs des autres pays de l'Union sont ressorties à 143,5 milliards en 2016 contre une réalisation de 331,1 milliards en 2015, en recul de 188,0 milliards.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 109.112,4 millions en 2016 alors qu'ils étaient évalués à 261.221,5 millions en 2015. Ce niveau de réalisation est principalement imprimé par les tirages nets effectués par l'Administration Centrale sous forme d'emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les tirages nets effectués par l'Administration Centrale sont ressortis à 107.129,4 millions en 2016, en repli de 98.105,4 millions comparativement à 2015. Les fonds ont été mobilisés principalement auprès de la Banque Mondiale (64.594,8 millions), de la Banque Africaine de Développement (17.328,7 millions), de la Banque Ouest Africaine de Développement (11.108,2 millions), de la BADEA (3.200,4 millions), de la Chine (3.167,1 millions), du Fonds Koweïtien (3.083,1 millions) et du Fonds OPEP (2.952,0 millions).

Les tirages ont été affectés au financement de projets et programmes de développement⁸ dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation, de l'agriculture et des télécommunications.

Les investissements des autres secteurs sont marqués par un accroissement des dettes nettes de 2.349,0 millions, essentiellement des prêts (+7.192,6 millions). Les emprunts extérieurs ont été mobilisés auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC).

⁸ Les principaux projets bénéficiaires de décaissements en 2016 incluent le projet d'urgence pour la gestion environnementale en milieu urbain (PUGEMU) (24,1 milliards reçus de la Banque Mondiale-AID), le projet d'aménagement urbain et d'appui à la décentralisation (PAURAD) (10,9 milliards de la Banque Mondiale-AID), le projet de transport urbain à Parakou (6,2 milliards du BAD-FAD), le projet d'aménagement de la route Ségbana-Kandi-Frontière du Nigeria (4,3 milliards en provenance de la BADEA, du Fonds de l'OPEP et du Fonds Koweïtien), le projet d'appui à la filière viande et lait (PAFILAV) (3,7 milliards du BAD-FAD) et le projet de développement de l'accès à l'énergie moderne (PDAEM) (3,2 milliards de la Banque Mondiale-AID).

4. CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2016, les transactions économiques se sont soldées par un déficit des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 168.912,8 millions contre un excédent de 83.577,8 millions en 2015. Cette évolution porte l'empreinte de la hausse du déficit des transactions courantes et du recul des mobilisations de ressources extérieures.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 263.134,9 millions entre 2015 et 2016 pour ressortir à 40.115,9 millions.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2012 à 2016

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS	354 135,1	329 031,9	392 972,2	507 261,7	167 354,1
Position de réserve	1 459,2	273,7	4 765,0	2 736,7	17 243,8
DTS détenus	38 004,7	36 353,4	38 887,7	36 597,8	17 903,1
Avoirs en devises	314 671,2	292 404,8	349 319,5	467 927,1	132 207,2
ENGAGEMENTS	108 699,2	114 552,7	134 194,0	204 010,9	127 238,2
Recours au crédit du FMI	59 048,4	63 915,9	72 692,9	72 513,8	66 845,8
Allocation de DTS	45 247,3	43 364,4	46 313,9	49 399,9	49 497,2
Banques et Institutions étrangères	4 403,5	7 272,4	12 482,7	75 373,9	10 895,2
Autres engagements en monnaies étrangères					
Autres dépôts étrangers					
Transferts à exécuter	0,0	0,0	2 704,5	6 723,0	0,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	245 435,9	214 479,2	258 778,1	303 250,8	40 115,9

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

La diminution des avoirs en 2016 provient principalement de la baisse des avoirs en devises (-335.719,9 millions) et d'un recul des droits de tirages spéciaux détenus (-18.694,7 millions). Quant aux engagements, ils sont ressortis en diminution de 76.772,7 millions en 2016, en relation avec les remboursements nets de crédit du FMI (- 5.668,0 millions) et la diminution des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (-64.478,7 millions).

Le recul des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale a été notamment favorisé par la couverture des importations de biens et services.

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôt autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est renforcée de 95.122,1 millions, en passant de 845.448,0 millions en 2015 à 940.570,1 millions en 2016. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

POSTES	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS	767 804,0	939 081,0	1 179 015,0	1 421 501,0	1 533 635,0
Banques	767 804,0	939 081,0	1 179 015,0	1 421 501,0	1 533 635,0
Autres institutions monétaires					
ENGAGEMENTS	222 246,3	263 489,7	372 672,1	576 053,0	593 064,9
Banques	222 246,7	263 489,7	372 672,1	576 053,0	593 064,9
Autres institutions monétaires					
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	545 557,7	675 591,3	806 342,9	845 448,0	940 570,1

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis déficitaires de 168.012,8 millions en 2016 contre un excédent de 83.577,8 millions en 2015. Cette évolution porte l'empreinte de l'exécution des règlements de transactions courantes, du recul dans la mobilisation des ressources extérieures. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
1. Variation des AEN du secteur bancaire	-176 807,3	-130 033,6	-130751,6	-39105,2	-95 122,1
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	107 200,5	30 956,7	-44298,9	-44472,6	263 134,9
Solde monétaire (1+2) (a)	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8	168 012,8
Contrepartie de réévaluations (b)	0,0	0	0,0	0,0	0,0
Solde économique (a+b)	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8	168 012,8

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2016 a été marquée par une augmentation du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 1.954.669,0 millions contre 1.578.200,9 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale représente un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Au 31 décembre 2016, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 1.954.669,0 millions contre 1.578.200,9 millions au 31 décembre 2015. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs consécutive à une hausse des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	1 957 059,7	372,2	1 692 542,4
Investissements directs	104 823,2	0,0	115 123,5
Investissements de portefeuille	642 957,6	0,0	699 628,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	702 017,1	303,1	710 436,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	384 814,3	303,1	443 453,0
Prêts	307 279,5	0,0	257 398,7
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	9 205,7	0,0	8 455,9
Autres comptes à payer/à recevoir	717,5	0,0	1 128,9
Avoirs de réserves	507 261,7	69,1	167 353,9
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	36 597,8	35,2	17 903,1
Position de réserve au FMI	2 736,8	33,9	17 243,8
Autres avoirs de réserve	467 927,1	0,0	132 207,0
Stocks de passifs financiers (B)	3 535 260,5	2 869,2	3 647 211,4
Investissements directs	973 877,2	2 737,8	1 054 715,1
Investissements de portefeuille	442 455,5	0,0	499 784,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	2 118 927,8	131,4	2 092 712,0
Autres titres de participation	822,0	0,0	857,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	409 777,9	0,0	483 907,0
Prêts	1 521 764,7	131,4	1 501 751,9
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	97 409,9	0,0	90 432,1
Autres comptes à payer/à recevoir	89 153,3	0,0	15 764,1
Droits de tirage spéciaux	49 399,9	97,3	49 497,2
Position extérieure globale (A) - (B)	-1 578 200,9	-2 497,0	-1 954 669,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2016, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents ont diminué (-13,5%) concomitamment leurs engagements ont progressé (+3,2%), situant le passif net à 1.954.669,0 à fin décembre contre 1.578.200,9 une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 1.692.542,4 millions au 31 décembre 2016 contre 1.957.059,7 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec l'évolution des investissements directs (+9,8%) et des investissements de portefeuille (+8,8%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à 372,2 millions.

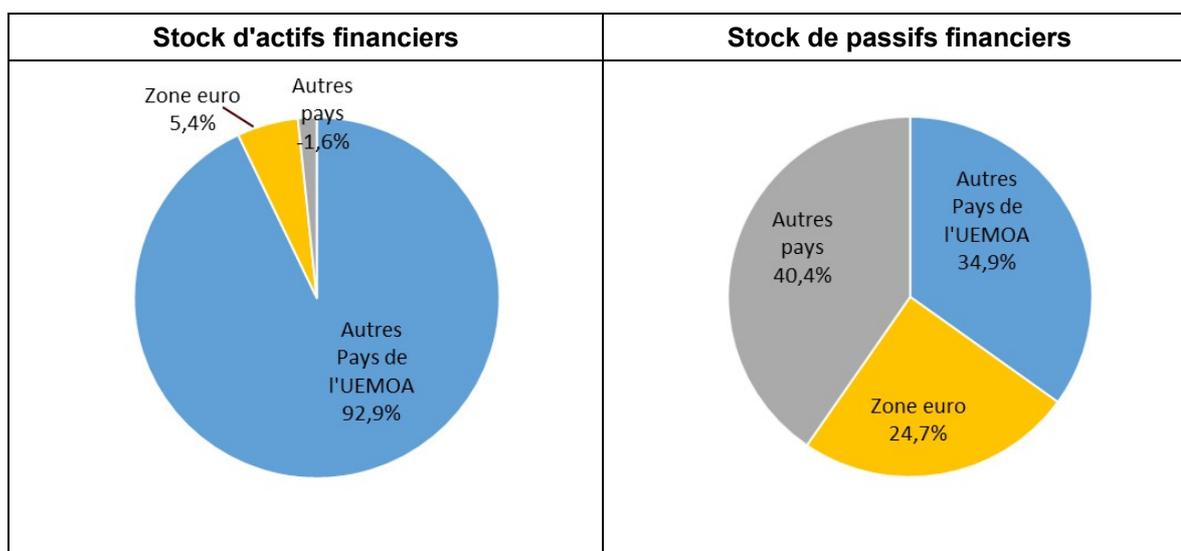
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 3.647.211,4 millions en 2016 contre 3.535.260,5 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 3,2%, est principalement porté par les investissements de portefeuille (+13,0%) et les investissements directs étrangers (+8,3%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 2.869,2 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et aux réévaluations des avoirs des unités résidentes détenus sur des comptes à l'étranger, en particulier ceux libellés en dollars.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 96,1%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (41,3%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués de prêts (15,2%) et de dépôts (26,2%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (40,4%), des pays de l'Union (34,6%) et de la zone euro (24,7%). Ils se composent de prêts (41,2%), d'investissements de portefeuille (13,7%) et de dépôts (13,3%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2016



Source : BCEAO (Octobre 2017)

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution en cohérence avec le contexte international et régional peu favorable, et avec l'activité économique nationale, qui s'est soldée par un taux de croissance économique de 4,0% en 2016.

Le solde global de la balance des paiements s'est ainsi affiché en déficit de 168.012,8 millions en 2016, contre un excédent de 83.577,8 millions en 2015. Cette évolution traduit essentiellement une accentuation du déficit des transactions courantes et une baisse des mobilisations de ressources extérieures par le Gouvernement, à travers les émissions de titres publics et les tirages de ressources effectués auprès des partenaires financiers.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est alourdi en ressortant à 9,4% en 2016 contre 9,0% en 2015, en relation principalement avec une aggravation du solde déficitaire de la balance des biens, consécutive à la progression des importations de produits alimentaires.

Outre le recul des mobilisations de ressources extérieures de l'Etat, les entrées nettes d'investissement direct se sont affichées en retrait depuis l'arrêt en juin 2015 des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est. Les investissements directs étrangers reçus sont ressortis à 78.100,0 millions contre 88.539,9 millions en 2015 et ont bénéficié aux secteurs du transport (38,1%), du commerce (34,5%), de la construction (26,4%) et de l'industrie (15,2%).

Dans ces conditions, il conviendrait de poursuivre les efforts visant la transformation structurelle de l'économie béninoise, à l'aune des critères définis par la Recommandation N°02/2014/CM/UEMOA du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité des Etats membres de l'UEMOA. Dans cette perspective, les actions suivantes mériteraient une attention soutenue :

- la poursuite des efforts de diversification de l'économie, notamment à travers la valorisation des filières agricoles identifiées dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) ;
- l'amélioration du climat des affaires et le recours au Partenariat Public-Privé pour la réalisation des projets et programmes inscrits au PAG ;
- le renforcement de l'offre d'énergie, conformément aux objectifs sectoriels et aux actions identifiées dans le cadre du deuxième compact du Millennium Challenge Account (MCA) ;
- la consolidation de la mobilisation des ressources intérieures, en lien avec les mesures structurelles visant notamment la généralisation de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU), la connexion des bases de données des différentes régies financières et le renforcement de l'efficacité des dépenses publiques, afin de créer un espace budgétaire qui permettra d'accroître les investissements publics, tout en préservant la viabilité de la dette ;
- le reprofilage de la dette publique, pour tenir compte des risques de refinancement liés à la dette intérieure.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2016, optique BCEAO

Annexe 2 : Balance des paiements 2016 en termes de transactions, présentation standard

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2016

Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2016

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2016

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2016

Annexe 1 : Balance des Paiements 2016 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 512 721,1	1 992 369,4	-479 648,3
011000_1_B_N_N_E	.-- Biens et services	1 262 169,6	1 843 614,4	-581 444,8
110000_1_B_N_N_E	.----- Biens	1 052 283,5	1 449 096,1	-396 812,6
111000_1_B_N_N_E	.----- Marchandises générales, base balance des paiements	1 041 668,4	1 449 096,1	-407 427,7
11100z_1_B_N_N_E	.----- Dont : Réexportations	762 669,0	0,0	762 669,0
112000_1_B_N_N_E	.----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	.----- Or non monétaire	10 615,1	0,0	10 615,1
120000_1_B_N_N_E	.----- Services	209 886,2	394 518,3	-184 632,2
123000_1_B_N_N_E	.----- Transport	84 414,5	262 780,7	-178 366,2
12311z_1_B_N_N_E	.----- Fret	80 913,8	234 980,3	-154 066,5
124000_1_B_N_N_E	.----- Voyages	73 149,9	37 870,6	35 279,3
12E000_1_B_N_N_E	.----- Autres services	52 321,8	93 867,1	-41 545,3
130000_1_B_N_AL_E	.-- Revenu primaire, dont	65 548,1	87 946,5	-22 398,4
131000_1_B_N_AL_E	.---- Rémunération des salariés	12 048,1	12 094,9	-46,8
300000_3_B_N_AL_E	.---- Revenus des investissements	53 500,0	71 034,8	-17 534,8
140000_2_B_AL_AL_E	.-- Revenu secondaire	185 003,4	60 808,5	124 194,9
140000_2_B_GG_AL_E	.---- Administrations publiques	61 952,2	16 159,4	45 792,8
144000_2_B_GG_AL_E	.----- Coopération internationale courante	40 322,2	16 137,0	24 185,2
140000_2_B_OS_AL_E	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	123 051,2	44 649,2	78 402,1
146000_2_B_OS_AL_E	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	119 348,1	40 135,4	79 212,7
14600z_2_B_OS_AL_E	.----- Envois de fonds des travailleurs	119 348,1	40 135,4	79 212,7
147000_2_B_OS_AL_E	.----- Autres transferts courants	3 703,1	4 513,8	-810,6
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	81 662,4	94,1	81 568,3
210000_2_B_AL_AL_E	.-- Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	92,4	-92,4
220000_2_B_AL_AL_E	.-- Transferts de capital	81 662,4	1,7	81 660,7
220000_2_B_GG_AL_E	.---- Administration publique	35 050,0	0,0	35 050,0
221000_2_B_GG_AL_E	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	.----- Autres transferts de capital	35 050,0	0,0	35 050,0
220000_2_B_OS_AL_E	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	46 612,4	1,7	46 610,7
221000_2_B_OS_AL_E	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	.----- Autres transferts de capital	46 612,4	1,7	46 610,7
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	21 827,1	249 532,5	-227 705,5
310000_4_N_AL_AL_E	.-- Investissement direct	10 300,2	78 100,0	-67 799,8
311000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	718,7	18 462,6	-17 743,9
312000_4_N_AL_AL_E	.---- Instruments de dette	9 581,5	59 637,4	-50 055,9
320000_4_N_AL_AL_E	.-- Investissements de portefeuille	1 439,7	52 233,0	-50 793,3
321000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	303,1	47,0	256,2
322000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de créance	1 136,6	52 186,0	-51 049,4
330000_4_N_AL_AL_E	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	10 087,2	119 199,6	-109 112,4
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	35,0	-35,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	10 087,2	119 164,6	-109 077,4
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	401,0	107 129,4	-106 728,4
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	9 686,2	12 035,2	-2 349,0
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	4,9	-1 978,1	1 983,0
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	9 681,3	13 946,3	-4 265,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 862 256,2	-1 864 617,9	2 361,7
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	-289 699,8	-121 687,0	-168 012,8
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	289 699,8	121 687,0	168 012,8
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	339 976,9	75 912,1	264 064,8
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-50 277,1	45 774,9	-96 052,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 2 : Balance des paiements 2016 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 512 721,1	1 992 369,4	-479 648,3
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	1 262 169,6	1 843 614,4	-581 444,8
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	1 052 283,5	1 449 096,1	-396 812,6
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	1 041 668,4	1 449 096,1	-407 427,7
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	762 669,0	0,0	762 669,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	10 615,1	0,0	10 615,1
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	209 886,2	394 518,3	-184 632,2
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 945,0	543,9	1 401,1
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	1 945,0	543,9	1 401,1
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	637,7	1 568,4	-930,7
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	84 414,5	262 780,7	-178 366,2
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	84 414,5	260 963,9	-176 549,4
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	3 277,0	13 634,8	-10 357,8
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	1 055,6	-1 055,6
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	80 913,8	234 980,3	-154 066,5
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	223,7	12 348,8	-12 125,1
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports maritimes	80,0	190 589,9	-190 509,9
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	1 055,6	-1 055,6
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	187 921,0	-187 921,0
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	80,0	2 668,9	-2 588,9
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports aériens	3 351,2	60 433,4	-57 082,2
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	2 987,0	13 374,1	-10 387,1
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	220,5	47 059,3	-46 838,8
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	143,7	0,0	143,7
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	80 983,3	9 940,7	71 042,6
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	290,0	260,7	29,3
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	80 693,3	0,0	80 693,3
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	9 679,9	-9 679,9
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	1 816,8	-1 816,8
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	73 149,9	37 870,6	35 279,3
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	40 644,9	10 902,6	29 742,3
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	40 644,9	10 902,6	29 742,3
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	32 504,9	26 968,0	5 537,0
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	4,3	11 135,4	-11 131,1
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	13,3	4 762,8	-4 749,5
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	32 487,4	11 069,8	21 417,6
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	162,0	0,0	162,0
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	162,0	0,0	162,0
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	2 328,8	16 019,0	-13 690,2
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	2 328,8	0,0	2 328,8
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	16 019,0	-16 019,0
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	4 348,3	8 497,0	-4 148,7
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	6,0	4 479,8	-4 473,8
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	3 655,7	3 488,0	167,7
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	686,6	206,9	479,6
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	322,3	-322,3
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	3 500,6	195,5	3 305,1
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	3 500,6	195,5	3 305,1
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,5	353,7	-353,2
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	16 891,0	14 213,0	2 678,0
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	16 686,0	1 469,4	15 216,6
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	205,0	12 386,4	-12 181,4
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	0,0	357,2	-357,2
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	688,9	47 684,4	-46 995,5

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de recherche-développement	0,0	0,6	-0,6
12A200_1_B_N_N_E	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	282,0	38 760,3	-38 478,3
12A300_1_B_N_N_E	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	406,9	8 923,5	-8 516,7
12B000_1_B_N_N_E	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	22,0	0,0	22,0
12B100_1_B_N_N_E	. . . . . Services audio-visuels et connexes	22,0	0,0	22,0
12B200_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	21 959,2	4 792,4	17 166,8
12D000_1_B_N_N_E	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire	65 548,1	87 946,5	-22 398,4
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	12 048,1	12 094,9	-46,8
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	53 500,0	71 034,8	-17 534,8
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	2 855,9	4 292,5	-1 436,7
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 480,9	-6 000,0	7 480,8
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	641,4	43 367,3	-42 725,9
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	179,4	42 995,2	-42 815,8
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	450,0	5,0	445,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	12,0	367,1	-355,1
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - Bénéfices réinvestis	839,4	-49 367,3	50 206,7
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - Intérêts	1 375,0	10 292,5	-8 917,5
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	5 616,0	-5 616,0
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	120,5	-120,5
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	1 375,0	4 556,0	-3 181,0
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	47 448,9	25 927,5	21 521,4
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	2 319,7	24,1	2 295,6
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 214,7	24,1	1 190,6
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	1 105,0	0,0	1 105,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	1 105,0	0,0	1 105,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	45 129,2	25 903,5	19 225,8
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	20 703,8	5 298,5	15 405,3
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	24 425,5	20 605,0	3 820,5
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	3 195,2	40 814,7	-37 619,5
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	3 195,2	40 814,7	-37 619,5
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	0,0	4 816,8	-4 816,8
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	0,0	16,8	-16,8
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	4 800,0	-4 800,0
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	185 003,4	60 808,5	124 194,9
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	61 952,2	16 159,4	45 792,8
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	420,0	0,0	420,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	22,4	-22,4
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	40 322,2	16 137,0	24 185,2
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	21 210,0	0,0	21 210,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	123 051,2	44 649,2	78 402,1
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	119 348,1	40 135,4	79 212,7

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	119 348,1	40 135,4	79 212,7
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	3 703,1	4 513,8	-810,6
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	0,8	1 463,2	-1 462,4
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	2 083,0	43,0	2 040,0
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,0	2 842,6	-2 842,6
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	24,0	64,0	-40,0
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	6,6	101,0	-94,4
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	1 588,7	0,0	1 588,7
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	81 662,4	94,1	81 568,3
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	92,4	-92,4
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	81 662,4	1,7	81 660,7
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	35 050,0	0,0	35 050,0
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	35 050,0	0,0	35 050,0
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	46 612,4	1,7	46 610,7
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	46 612,4	1,7	46 610,7
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 594 383,5	1 992 463,5	-398 080,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	-267 872,7	127 845,6	-395 718,3
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-267 872,7	127 845,6	-395 718,3
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	10 300,2	78 100,0	-67 799,8
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	718,7	18 462,6	-17 743,9
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	-120,8	67 829,8	-67 950,6
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-200,1	67 087,7	-67 287,8
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	79,3	742,2	-662,8
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	839,4	-49 367,3	50 206,7

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	9 581,5	59 637,4	-50 055,9
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	9 113,3	52 739,5	-43 626,2
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	468,2	6 897,9	-6 429,7
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	56 670,8	57 329,0	-658,1
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-29 154,9	5 557,0	-34 711,8
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-29 458,0	5 510,0	-34 968,0
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	303,1	47,0	256,2
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	303,1	0,0	303,1
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	47,0	-47,0
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	85 825,7	51 772,0	34 053,7
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	84 689,1	-414,0	85 103,1
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-52 038,4	0,0	-52 038,4
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	136 727,5	-414,0	137 141,5
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	52 186,0	-52 186,0
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-33 519,0	33 519,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	85 705,0	-85 705,0
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	1 136,6	0,0	1 136,6
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	1 136,6	0,0	1 136,6
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	1 205,6	0,0	1 205,6
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	1 205,6	0,0	1 205,6
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-69,0	0,0	-69,0
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-69,0	0,0	-69,0
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	13,0	-13,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	5 133,2	-7 583,4	12 716,6
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	35,0	-35,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	55 352,4	92 892,9	-37 540,6
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-2 097,2	2 097,2
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-2 097,2	2 097,2
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	54 954,0	94 990,1	-40 036,1

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	54 954,0	94 990,1	-40 036,1
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	401,0	0,0	401,0
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	401,0	0,0	401,0
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	-2,6	0,0	-2,6
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	-2,6	0,0	-2,6
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	4,9	0,0	4,9
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	4,9	0,0	4,9
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-7,5	-67,0	59,5
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-7,5	0,0	-7,5
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	-49 880,8	-20 144,2	-29 736,6
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-5 799,4	5 799,4
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-5 799,4	5 799,4
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-59 919,0	-138 705,0	78 786,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-61 648,0	-6,0	-61 642,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	1 729,0	-138 699,0	140 428,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	107 129,4	-107 129,4
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	107 129,4	-107 129,4
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	10 038,2	17 230,8	-7 192,6
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-130,3	130,3
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	10 038,2	17 361,1	-7 322,9
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	-1 794,6	1 794,6
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	-1 794,6	1 794,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 038,2	19 025,4	-8 987,2
343000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-130,3	130,3
343000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	10 038,2	19 155,7	-9 117,5
344000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Crédits commerciaux et avances	-749,8	-6 977,9	6 228,1
345000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	-749,8	-6 977,9	6 228,1
345000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	-545,1	-6 924,6	6 379,6
345000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	-204,8	-53,2	-151,5
345000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	-178,0	178,0
345000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-178,0	178,0
345000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-749,8	-6 799,9	6 050,1

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-545,1	-6 746,6	6 201,6
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-204,8	-53,2	-151,5
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	411,4	-73 389,3	73 800,7
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-68 015,5	68 015,5
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-68 015,5	68 015,5
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	11,0	-7 156,0	7 167,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	11,0	-7 156,0	7 167,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	400,4	1 782,2	-1 381,8
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	400,4	1 781,4	-1 381,0
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,8	-0,8
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	-5,5	5,5
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	-5,5	5,5
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	400,4	1 787,7	-1 387,3
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	400,4	1 781,4	-1 381,0
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	6,3	-6,3
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	. - - Avoirs de réserve	-339 976,9	0,0	-339 976,9
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	-18 729,9	0,0	-18 729,9
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - Position de réserve au FMI	14 473,1	0,0	14 473,1
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres avoirs de réserve	-335 720,1	0,0	-335 720,1
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-335 720,1	0,0	-335 720,1
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 242,4	0,0	1 242,4
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances sur d'autres entités	-336 962,5	0,0	-336 962,5
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 862 256,2	-1 864 617,9	2 361,7

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2016

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	1 957 059,7	372,2	1 692 542,4	-264 889,4	3 535 260,5	2 869,2	3 647 211,4	109 081,7
. - - Investissement direct	104 823,2	0,0	115 123,5	10 300,2	973 877,2	2 737,8	1 054 715,1	78 100,0
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	34 326,4	0,0	35 045,2	718,7	473 751,4	2 737,8	494 951,8	18 462,6
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	37 238,1	0,0	37 117,4	-120,8	483 854,9	2 737,8	554 422,6	67 829,8
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	30 282,0	0,0	30 081,9	-200,1	481 978,9	2 737,8	551 804,5	67 087,7
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Entre entreprises sœurs	6 956,2	0,0	7 035,5	79,3	1 876,0	0,0	2 618,2	742,2
. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	-2 911,7	0,0	-2 072,2	839,5	-10 103,5	0,0	-59 470,8	-49 367,3
. - - - - Instruments de dette	70 496,8	0,0	80 078,3	9 581,5	500 125,8	0,0	559 763,2	59 637,4
. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	70 442,0	0,0	79 555,3	9 113,3	488 128,2	0,0	540 867,7	52 739,5
. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	3 120,7	0,0	3 120,7	0,0
. - - - - Entre entreprises sœurs	54,8	0,0	523,0	468,2	8 876,9	0,0	15 774,8	6 897,9
. - - Investissements de portefeuille	642 957,6	0,0	699 628,5	56 670,8	442 455,5	0,0	499 784,4	57 329,0
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	52 651,9	0,0	23 497,0	-29 154,9	8 911,2	0,0	14 468,1	5 557,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	51 905,0	0,0	22 447,0	-29 458,0	7 813,0	0,0	13 323,0	5 510,0
. - - - - Autres secteurs	1 957 059,7	372,2	1 692 542,4	-264 889,4	3 535 260,5	2 869,2	3 647 211,4	109 081,7
. - - - - - Autres sociétés financières	104 823,2	0,0	115 123,5	10 300,2	973 877,2	2 737,8	1 054 715,1	78 100,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	34 326,4	0,0	35 045,2	718,7	473 751,4	2 737,8	494 951,8	18 462,6
. - - - - Titres de créance	37 238,1	0,0	37 117,4	-120,8	483 854,9	2 737,8	554 422,6	67 829,8
. - - - - - Banque centrale	30 282,0	0,0	30 081,9	-200,1	481 978,9	2 737,8	551 804,5	67 087,7
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	6 956,2	0,0	7 035,5	79,3	1 876,0	0,0	2 618,2	742,2
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	-2 911,7	0,0	-2 072,2	839,5	-10 103,5	0,0	-59 470,8	-49 367,3
. - - - - - À court terme	70 496,8	0,0	80 078,3	9 581,5	500 125,8	0,0	559 763,2	59 637,4
. - - - - - À long terme	70 442,0	0,0	79 555,3	9 113,3	488 128,2	0,0	540 867,7	52 739,5
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	3 120,7	0,0	3 120,7	0,0
. - - - - À court terme	746,9	0,0	1 050,0	303,1	1 098,2	0,0	1 145,1	47,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	746,9	0,0	1 050,0	303,1	64,1	0,0	64,1	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 034,0	0,0	1 081,0	47,0
. - - - - - À court terme	590 305,7	0,0	676 131,5	85 825,7	433 544,3	0,0	485 316,3	51 772,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	579 879,8	0,0	664 569,0	84 689,1	4 214,0	0,0	3 800,0	-414,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	249 955,3	0,0	197 916,9	-52 038,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	329 924,5	0,0	466 652,1	136 727,5	4 214,0	0,0	3 800,0	-414,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	429 330,3	0,0	481 516,3	52 186,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	136 314,0	0,0	102 795,0	-33 519,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	293 016,3	0,0	378 721,3	85 705,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	10 425,9	0,0	11 562,5	1 136,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	71,3	0,0	71,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	10 354,7	0,0	11 491,3	1 136,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	10 254,7	0,0	11 460,3	1 205,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 254,7	0,0	11 460,3	1 205,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	171,3	0,0	102,3	-69,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres titres de participation	71,3	0,0	71,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	100,0	0,0	31,0	-69,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	702 017,1	303,1	710 436,6	8 116,4	2 118 927,8	131,4	2 092 712,0	-26 347,3
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	822,0	0,0	857,0	35,0
. - - - - - Administrations publiques	384 814,3	303,1	443 453,0	58 335,6	409 777,9	0,0	483 907,0	74 129,1

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
.----- À court terme	2 094,6	0,9	2 496,4	401,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres secteurs	61 762,7	302,2	65 045,6	2 980,6	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	61 762,6	302,2	65 045,5	2 980,7	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres sociétés financières	0,7	0,0	5,6	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,6	0,0	5,5	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	61 762,1	302,2	65 040,1	2 975,7	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	61 762,0	302,2	65 040,0	2 975,8	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Prêts	307 279,5	0,0	257 398,7	-49 880,8	1 521 764,7	131,4	1 501 751,9	-20 144,2
.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	72 513,8	131,4	66 845,8	-5 799,4
.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	72 513,8	131,4	66 845,8	-5 799,4
.----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	306 903,0	0,0	246 984,0	-59 919,0	205 998,0	0,0	67 293,0	-138 705,0
.----- À court terme	194 969,0	0,0	133 321,0	-61 648,0	26,0	0,0	20,0	-6,0
.----- À long terme	111 934,0	0,0	113 663,0	1 729,0	205 972,0	0,0	67 273,0	-138 699,0
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 156 110,1	0,0	1 263 239,5	107 129,4
.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 156 110,1	0,0	1 263 239,5	107 129,4
.----- Autres secteurs	376,5	0,0	10 414,7	10 038,2	87 142,8	0,0	104 373,6	17 230,8
.----- À court terme	1,9	0,0	1,9	0,0	1 463,8	0,0	1 333,5	-130,3
.----- À long terme	374,6	0,0	10 412,8	10 038,2	85 679,0	0,0	103 040,1	17 361,1
.----- Autres sociétés financières	88,0	0,0	88,0	0,0	8 906,0	0,0	7 111,4	-1 794,6
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	88,0	0,0	88,0	0,0	8 906,0	0,0	7 111,4	-1 794,6
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	288,5	0,0	10 326,7	10 038,2	78 236,8	0,0	97 262,2	19 025,4
.----- À court terme	1,9	0,0	1,9	0,0	1 463,8	0,0	1 333,5	-130,3
.----- À long terme	286,6	0,0	10 324,8	10 038,2	76 773,0	0,0	95 928,7	19 155,7
.----- Régime d'assurance, de pension et de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
garanties standardisées								
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits commerciaux et avances	9 205,7	0,0	8 455,9	-749,8	97 409,9	0,0	90 432,1	-6 977,9
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	9 205,7	0,0	8 455,9	-749,8	97 409,9	0,0	90 432,1	-6 977,9
. - - - - - À court terme	5 499,5	0,0	4 954,5	-545,1	63 268,4	0,0	56 343,8	-6 924,6
. - - - - - À long terme	3 706,2	0,0	3 501,4	-204,8	34 141,5	0,0	34 088,3	-53,2
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	511,0	0,0	333,0	-178,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	511,0	0,0	333,0	-178,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 205,7	0,0	8 455,9	-749,8	96 898,9	0,0	90 099,1	-6 799,9
. - - - - - À court terme	5 499,5	0,0	4 954,5	-545,1	62 757,4	0,0	56 010,8	-6 746,6
. - - - - - À long terme	3 706,2	0,0	3 501,4	-204,8	34 141,5	0,0	34 088,3	-53,2
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	717,5	0,0	1 128,9	411,4	89 153,3	0,0	15 764,1	-73 389,3
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	71 439,6	0,0	3 424,1	-68 015,5
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	71 439,6	0,0	3 424,1	-68 015,5
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	282,0	0,0	293,0	11,0	7 201,0	0,0	45,0	-7 156,0
. - - - - - À court terme	282,0	0,0	293,0	11,0	7 201,0	0,0	45,0	-7 156,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	435,5	0,0	835,9	400,4	10 512,7	0,0	12 295,0	1 782,2
. - - - - À court terme	211,0	0,0	611,4	400,4	10 453,8	0,0	12 235,2	1 781,4
. - - - - À long terme	224,5	0,0	224,5	0,0	59,0	0,0	59,8	0,8
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	174,8	0,0	169,3	-5,5
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	164,0	0,0	164,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	10,8	0,0	5,3	-5,5
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	435,5	0,0	835,9	400,4	10 338,0	0,0	12 125,7	1 787,7
. - - - - À court terme	211,0	0,0	611,4	400,4	10 289,8	0,0	12 071,2	1 781,4
. - - - - À long terme	224,5	0,0	224,5	0,0	48,2	0,0	54,5	6,3
. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	49 399,9	97,3	49 497,2	0,0
. - - Avoirs de réserve	507 261,7	69,1	167 353,9	-339 976,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Droits de tirage spéciaux	36 597,8	35,2	17 903,1	-18 729,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Position de réserve au FMI	2 736,8	33,9	17 243,8	14 473,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres avoirs de réserve	467 927,1	0,0	132 207,0	-335 720,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Monnaie fiduciaire et dépôts	467 927,1	0,0	132 207,0	-335 720,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Créances sur les autorités monétaires	1 665,1	0,0	2 907,5	1 242,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Créances sur d'autres entités	466 262,0	0,0	129 299,5	-336 962,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	10 596,7	0,0	0,0	237,0	9 732,2	0,0	0,0	-8 877,9	-3 676,6	0,0	0,0	8 011,4
<i>UEMOA</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>9 787,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>231,0</i>	<i>9 294,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>12 683,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>31 996,8</i>
Burkina	0,0	0,0	8 426,5	0,0	0,0	0,0	18 636,9	0,0	0,0	0,0	5,4	0,0	0,0	27 068,8
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	-12,0	0,0	0,0	0,0	-2 878,0	0,0	0,0	0,0	-1 643,2	0,0	0,0	-4 533,2
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0
Mali	0,0	0,0	9,0	0,0	0,0	0,0	-6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-78,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-78,0
Sénégal	0,0	0,0	1 301,0	0,0	0,0	0,0	-5 464,2	0,0	0,0	0,0	3 479,8	0,0	0,0	-683,4
Togo	0,0	0,0	62,7	0,0	0,0	231,0	-920,2	0,0	0,0	0,0	10 841,9	0,0	0,0	10 215,4
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>437,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5 849,6</i>	<i>-13 226,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-6 939,5</i>
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	437,6	0,0	0,0	5 849,6	-13 226,6	0,0	0,0	-6 939,5
<i>CEMAC</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-120,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-2 165,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-2 279,4</i>
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>929,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-14 727,5</i>	<i>-968,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-14 766,5</i>
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-20 137,6	0,0	0,0	0,0	-20 137,6
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-353,0	0,0	0,0	-353,0
EUROPE	0,0	0,0	-1 917,5	0,0	0,0	18 998,0	17 333,9	29 776,3	-23,4	0,0	2 863,0	3,4	0,0	67 033,7
<i>UNION EUROPEENNE</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 376,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>18 998,0</i>	<i>17 333,9</i>	<i>29 776,3</i>	<i>-23,4</i>	<i>0,0</i>	<i>2 863,0</i>	<i>3,4</i>	<i>0,0</i>	<i>71 328,1</i>
<i>ZONE EURO dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 376,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>18 998,0</i>	<i>9 541,2</i>	<i>29 776,3</i>	<i>-23,4</i>	<i>0,0</i>	<i>2 863,0</i>	<i>3,4</i>	<i>0,0</i>	<i>63 535,3</i>
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	700,0	0,0	0,0	18 998,0	9 541,2	30 226,4	-23,4	0,0	3 207,2	3,4	0,0	62 652,9
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	1 628,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 628,8
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-450,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-450,2
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-344,2	0,0	0,0	-344,2
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>7 792,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>7 792,7</i>
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Europe hors UE dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-4 294,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-4 294,4</i>
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	-2 591,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2 591,4
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	2 635,3	0,0	0,0	0,0	-252,3	0,0	0,0	0,0	0,0	10,3	0,0	2 393,4
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	2 635,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,3	0,0	2 645,6
ASIE dont :	0,0	0,0	534,7	0,0	0,0	0,0	126,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	661,5
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,1
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	11 849,2	0,0	0,0	19 235,0	26 940,8	29 776,3	-23,4	-8 877,9	-813,6	13,8	0,0	78 100,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2016

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 776,8	7 238,9		50 769,2	16 652,1	292,1	9 852,3	87 581,3
	Burkina Faso	988,5		10 702,1	13,0	12 723,9	9 533,8	3 936,5	17 598,0	55 495,8
	Côte d'Ivoire	23 386,1	294 190,0		1 299,4	281 094,3	25 876,4	75 019,2	122 765,5	823 630,8
	Guinée Bissau	0,0	1,3	0,0		0,0	19,7	8,9	0,0	30,0
	Mali	3 655,6	65 957,7	74 693,9	13,3		5 963,2	45 245,1	989,9	197 518,6
	Niger	1 827,8	19 166,9	3 789,6	1,9	31 166,7		414,7	543,2	56 910,9
	Sénégal	12 625,9	32 970,1	81 243,1	28 807,6	289 731,8	14 101,8		14 917,0	474 397,4
	Togo	140 734,0	96 103,8	36 061,0	448,5	36 772,4	49 489,3	6 153,3		365 762,2
	UEMOA	183 217,8	511 166,6	213 728,6	30 583,6	702 258,3	121 636,4	132 069,7	166 666,0	2 061 326,9

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2017)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2016

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 763,3	2 684,8	9,0	0,0	29 655,3	251,8	7 369,6	41 733,8
	Burkina Faso	444,7		848,3	0,0	292,3	765,2	377,2	6 407,0	9 134,7
	Côte d'Ivoire	754,5	0,0		0,0	1 599,2	331,4	413,9	2 856,2	5 955,2
	Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0		573,9	0,0	3 881,3	0,0	4 455,2
	Mali	7 519,6	0,0	2 556,3	67,5		8 988,4	47 913,7	4 205,0	71 250,5
	Niger	9 344,9	109,8	704,9	0,0	14 152,4		323,7	9 975,8	34 611,5
	Sénégal	1 075,8	0,0	632,1	6 776,0	0,0	3 327,8		0,0	11 811,7
	Togo	356,0	1 674,3	3 486,8	6,5	0,0	0,0	0,0		5 523,6
	UEMOA	19 495,5	3 547,3	10 913,3	6 859,0	16 617,8	43 068,0	53 161,7	30 813,6	184 476,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2017)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	129 315,2
	Burkina Faso	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	64 630,5
	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	829 586,1
	Guinée Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	4 485,2
	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	268 769,1
	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	91 522,4
	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	486 209,0
	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		371 285,8
	UEMOA	202 713,2	514 713,9	224 641,9	37 442,6	718 876,1	164 704,4	185 231,4	197 479,6	2 245 803,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2017)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	19 236,2
	Burkina Faso	11 809,2		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	40 734,6
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	50 402,4
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	5 100,2
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	35 577,4
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	20 041,2
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	15 805,7
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,2	5 028,4		23 682,3
	UEMOA	48 138,2	40 493,4	20 239,5	2 344,9	20 280,2	15 361,6	31 427,6	32 294,7	210 580,1

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2017)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	25 319,6
	Burkina Faso	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	58 531,1
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 991,7	6 451,9	20 686,2	9 552,2	129 191,1
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	8 736,2
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	32 643,5
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	27 770,8
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	49 380,8
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		25 038,1
	UEMOA	22 736,1	27 469,1	38 935,1	4 233,7	131 008,5	28 453,9	65 097,8	38 592,3	356 526,5

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2017)

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2016

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation (%)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation (%)	Part relative (en %)	
	2015	2016		2015	2016		2015	2016
PRODUITS DU COTON	278 240,8	165 559,76	-40,5	168 432,9	117 486,30	-30,2	45,6	48,5
Fibres de coton	237 406,6	113 625,9	-52,1	161 610,0	110 358,4	-31,7	43,7	45,5
Graines de Coton	7 529,2	28 724,9	281,5	657,1	2 047,3	211,6	0,2	0,8
Tourteaux de coton	27 185,7	18 363,0	-32,5	3 286,2	2 344,5	-28,7	0,9	1,0
Huile de coton	6 119,3	4 845,9	-20,8	2 879,6	2 736,1	-5,0	0,8	1,1
PROD. DU PALMIER	74 617,6	41 838,5	-43,9	2 898,3	2 762,3	-4,7	0,8	1,1
Huile de palme	74 479,6	41 627,1	-44,1	2 879,6	2 736,1	-5,0	0,8	1,1
Huile de palmiste	105,0	0,0	-100,0	15,4	0,0	-100,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	33,0	211,4	540,6	3,3	26,2	693,9	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS dont	875 486,5	636 776,2	-27,3	198 312,5	122 038,7	-38,5	53,6	50,4
Viande et abats comestibles	181,5	4,8	-97,4	118,5	12,8	-89,2	0,0	0,0
Noix d'anacarde	134 197,7	75 487,6	-43,7	42 520,7	23 141,9	-45,6	11,5	9,6
Riz	581,3	0,0	-100,0	103,3	0,0	-100,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	26,2	18,8	-28,2	61,1	160,9	163,3	0,0	0,1
Sucre et sucrerie	8 540,5	12 222,8	43,1	2 239,7	3 400,5	51,8	0,6	1,4
Boissons	467,9	1 688,3	260,8	314,1	459,2	46,2	0,1	0,2
Bois et ouvrages en bois	44 846,2	14 191,3	-68,4	7 269,3	3 349,8	-53,9	2,0	1,4
Produits pétroliers	33 474,4	50,6	-99,8	13 431,1	8 583,0	-36,1	3,6	3,5
Métaux précieux	8,9	0,0	-100,0	8 872,2	10 615,1	19,6	2,4	4,4
Fer fonte et acier	128 493,8	66 426,0	-48,3	19 238,9	12 135,0	-36,9	5,2	5,0
TOTAL (statistiques officielles)	1 228 344,8	844 174,5	-31,3	369 643,7	242 287,3	-34,5	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2017)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Produits du coton	91 829,0	133 406,4	156 237,4	168 432,9	117 486,3
Produits du palmier	5 620,5	3 544,1	2 797,5	2 898,3	2 762,3
Autres produits	136 884,9	177 828,6	314 707,5	198 312,5	122 038,7
Total statistiques officielles	234 334,4	314 779,1	473 742,4	369 643,7	242 287,3
Ajustement de champ	502 163,4	664 346,6	793 543,8	625 457,6	809 995,7
<i>dont réexportation</i>	361 443,4	531 551,6	641 507,0	555 099,0	762 669,0
Exportations totales ajustées	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	995 101,3	1 052 283,0

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles

Régions	2014	2015	2016	2015	2016
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	190 317,9	219 944,5	137 008,7	59,5	56,8
Chine	46 680,0	19 479,4	16 127,7	5,3	6,7
Taïwan	1 688,1	164,7	1 093,1	0,0	0,5
Vietnam	19 518,6	27 579,0	7 798,2	7,5	3,2
Pakistan	2 241,6	10 348,9	4 219,0	2,8	1,7
Indonésie	16 963,2	13 837,6	2 684,8	3,7	1,1
Bangladesh	20 777,6	27 457,6	24 797,4	7,4	10,3
Thaïlande	2 312,4	3 197,9	1 241,1	0,9	0,5
Inde	40 601,2	48 475,0	37 324,6	13,1	15,5
Malaisie	17 949,7	32 534,3	31 913,7	8,8	13,2
Singapour	205,8	29 013,5	1 612,0	7,8	0,7
Autres	21 251,2	7 856,6	8 197,1	2,1	3,4
EUROPE	73 492,2	39 473,2	31 386,1	10,7	13,0
Union Européenne	64 619,1	32 477,8	20 315,0	8,8	8,4
Belgique	7 542,4	2 719,6	2 666,1	0,7	1,1
France	14 869,4	9 001,8	4 960,3	2,4	2,1
Allemagne	863,1	1 597,8	671,4	0,4	0,3
Espagne	1 067,6	1 982,5	1 801,7	0,5	0,7
Portugal	1 572,8	1 597,3	742,9	0,4	0,3
Pays bas	14 203,7	5 639,7	2 051,6	1,5	0,9
Italie	1 072,2	1 567,5	2 361,9	0,4	1,0
Danemark	9 252,7	7 880,0	4 957,9	2,1	2,1
Autres	13 807,9	491,6	101,3	0,1	0,0
Non Union Européenne	8 873,2	6 995,4	11 071,0	1,9	4,6
Norvège	188,1	22,8	0,0	0,0	0,0
Suisse	6 230,6	4 171,5	1 788,9	1,1	0,7
Autres	2 454,4	2 801,1	9 282,1	0,8	3,8
AFRIQUE	199 480,5	105 339,7	68 161,4	28,5	28,3
UEMOA	50 403,8	52 086,0	33 989,2	14,1	14,1
Burkina	2 658,1	2 259,0	2 696,5	0,6	1,1
Côte d'Ivoire	9 098,5	6 252,9	7 144,3	1,7	3,0
Mali	853,6	240,9	347,4	0,1	0,1
Niger	28 120,4	35 250,9	14 592,8		
Sénégal	193,0	1 682,0	366,3	0,5	0,2
Togo	9 480,3	6 397,2	8 841,8	1,7	3,7
NON UEMOA	149 076,8	53 253,7	34 172,2	14,4	14,2
Ghana	18 283,9	5 527,5	2 867,8	1,5	1,2
Nigeria	23 863,9	23 210,6	16 013,9	6,3	6,6
Tchad	12 668,2	4 633,3	427,6	1,3	0,2
Afrique du Sud	2 457,1	3 763,8	1 466,9	1,0	0,6
Gabon	70 510,8	624,8	667,7	0,2	0,3
Autres	21 293,0	15 493,7	12 728,3	4,2	5,3
AMERIQUE	10 443,6	4 689,7	4 689,7	1,3	1,9
USA	5 767,5	2 540,3	4 139,0	0,7	1,7
Canada	165,4	18,0	248,0	0,0	0,1
Brésil	3 909,1	0,0	0,5	0,0	0,0
Colombie	471,0	2 083,6	1 211,3	0,6	0,5
Autres	130,7	47,8	127,2	0,0	0,1
Non classés ailleurs	8,1	196,6	5,2	0,1	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	473 742,4	369 643,7	241 251,1	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2017)

Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées

Régions	2014	2015	2016	2015	2016
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	190 317,9	219 944,5	137 008,7	22,1	13,0
Chine	46 680,0	19 479,4	16 127,7	2,0	1,5
Taiwan	1 688,1	164,7	1 093,1	0,0	0,1
Vietnam	19 518,6	27 579,0	7 798,2	2,8	0,7
Pakistan	2 241,6	10 348,9	4 219,0	1,0	0,4
Indonésie	16 963,2	13 837,6	2 684,8	1,4	0,3
Bangladesh	20 777,6	27 457,6	24 797,4	2,8	2,4
Thaïlande	2 312,4	3 197,9	1 241,1	0,3	0,1
Inde	40 601,2	48 475,0	37 324,6	4,9	3,5
Malaisie	17 949,7	32 534,3	31 913,7	3,3	3,0
Singapour	205,4	29 013,5	1 612,0	2,9	0,2
Autres	21 251,2	7 856,6	8 197,1	0,8	0,8
EUROPE	73 492,2	39 473,2	31 386,1	4,0	3,0
Union Européenne	64 619,1	32 477,8	20 315,0	3,3	1,9
Belgique	7 542,4	2 719,6	2 666,1	0,3	0,3
France	14 869,4	9 001,8	4 960,3	0,9	0,5
Allemagne	863,1	1 597,8	671,4	0,2	0,1
Espagne	1 067,6	1 982,5	1 801,7	0,2	0,2
Portugal	1 572,8	1 597,3	742,9	0,2	0,1
Pays bas	14 203,7	5 639,7	2 051,6	0,6	0,2
Italie	1 072,2	1 567,5	2 361,9	0,2	0,2
Danemark	9 252,7	7 880,0	4 957,9	0,8	0,5
Autres	13 807,9	491,6	101,3	0,0	0,0
Non Union Européenne	8 873,2	6 995,4	11 071,0	0,7	1,1
Norvège	188,1	22,8	0,0	0,0	0,0
Suisse	6 230,6	4 171,5	1 788,9	0,4	0,2
Autres	2 454,4	2 801,1	9 282,1	0,3	0,9
AFRIQUE	993 024,3	730 797,3	878 157,4	73,4	83,5
UEMOA	222 414,5	122 444,6	129 315,2	12,3	12,3
Burkina	4 090,9	3 636,5	4 540,0	0,4	0,4
Côte d'Ivoire	11 364,3	7 491,3	9 923,7	0,8	0,9
Mali	65 919,0	34 652,2	50 769,2	3,5	4,8
Niger	59 237,3	63 780,0	46 307,5	6,4	4,4
Sénégal	343,1	885,7	543,9	0,1	0,1
Togo	81 356,4	11 988,0	17 221,9	1,2	1,6
NON UEMOA	770 609,8	608 352,7	748 842,2	61,1	71,2
Ghana	18 283,9	5 527,5	2 867,8	0,6	0,3
Nigeria	645 396,9	578 309,6	730 683,9	58,1	69,4
Gabon	70 510,8	4 633,3	427,6	0,5	0,0
Tchad	12 668,2	3 763,8	1 466,9	0,4	0,1
Afrique du Sud	2 457,1	624,8	667,7	0,1	0,1
Autres	91 803,8	15 493,7	12 728,3	1,6	1,2
AMERIQUE	10 443,6	4 689,7	5 725,9	0,5	0,5
USA	5 767,5	2 540,3	4 139,0	0,3	0,4
Canada	165,4	18,0	248,0	0,0	0,0
Brésil	3 909,1	0,0	0,5	0,0	0,0
Colombie	471,0	2 083,6	1 211,3	0,2	0,1
Autres	130,7	47,8	127,2	0,0	0,0
Non classés ailleurs	8,1	196,6	5,2	0,0	0,0
TOTAL	1 267 286,2	995 101,3	1 052 283,3	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2017)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2016

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	450 779,2	585 902,6	846 834,3	605 866,9	766 126,9
Autres biens de consommation	135 240,5	140 699,7	167 841,4	154 439,4	127 709,9
Biens intermédiaires	193 296,5	204 670,4	207 909,6	172 392,7	157 726,5
Produits énergétiques	248 266,0	204 821,0	258 352,5	258 071,3	204 101,1
Biens d'équipement	134 884,6	280 476,9	366 182,6	283 076,5	222 461,1
Autres biens non classés ailleurs	5 949,7	7 376,7	7 582,3	8 625,0	6 739,5
Total statistiques officielles	1 168 416,5	1 423 947,3	1 854 702,7	1 482 471,8	1 484 865,0
Ajustement de champ	229 672,0	270 138,0	218 740,0	229 922,0	218 656,0
<i>Commerce non enregistré</i>	229 672,0	270 138,0	218 740,0	229 922,0	218 656,0
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1 398 088,5	1 694 085,3	2 073 442,7	1 712 393,8	1 703 521,0
PIB à prix courants	4 144 000,0	4 524 137,1	4 799 495,9	4 903 823,5	5 084 000,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	33,7	37,4	43,2	34,9	33,5

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2016 (%)
	2015	2016		2015	2016		
PRODUITS ALIMENTAIRES	1 934 515,5	2 424 888,0	25,3	605 866,9	766 126,9	26,5	51,6
Céréales	980 512,2	1 505 559,4	53,5	272 255,9	453 761,7	66,7	30,6
<i>dont Riz</i>	977 173,7	1 504 768,7	54,0	271 708,7	453 443,3	66,9	30,5
Sucres et sucreries	96 269,8	69 303,1	-28,0	23 539,3	20 351,7	-13,5	1,4
Boissons et tabacs	48 986,3	38 267,6	-21,9	12 307,3	9 753,8	-20,7	0,7
Autres produits alimentaires	808 747,3	811 757,9	0,4	297 764,4	282 259,7	-5,2	19,0
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	353 442,2	270 909,6	-23,4	154 439,4	127 709,9	-17,3	8,6
BIENS INTERMEDIAIRES	1 116 191,0	1 143 385,4	2,4	172 392,7	157 726,5	-8,5	10,6
Produits chimiques	90 451,3	148 604,2	64,3	43 524,4	47 904,4	10,1	3,2
Coton et articles en coton	20 192,3	14 142,3	-30,0	21 961,8	14 009,2	-36,2	0,9
Autres biens intermédiaires	1 005 547,4	980 638,9	-2,5	106 906,5	95 812,9	-10,4	6,5
PRODUITS ENERGETIQUES	643 042,9	654 332,4	1,8	258 071,3	204 101,1	-20,9	13,7
Produits pétroliers	597 184,7	569 972,0	-4,6	183 774,2	144 729,5	-21,2	9,7
Energie électrique		0,0	0,0	71 329,9	55 526,6	-22,2	3,7
Autres produits énergétiques	45 858,8	84 360,4	84,0	2 967,2	3 845,0	29,6	0,3
BIENS D'EQUIPEMENT	160 326,5	180 460,9	12,6	283 076,5	222 461,1	-21,4	15,0
Machines et appareils	57 030,6	55 088,9	-3,4	136 931,7	108 111,0	-21,0	7,3
Matériels de transport	103 295,9	125 371,9	21,4	146 144,8	114 350,1	-21,8	7,7
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	10 768,1	53 978,8	401,3	8 625,0	6 739,5	-21,9	0,5
TOTAL (statistiques off. CAF)	4 218 286,1	4 727 955,2	12,1	1 482 471,7	1 484 865,0	0,2	100,0

Source : INSAE (Septembre 2017)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (flux officiels + non contrôlés)

Régions	2014	2015	2016	2015	2016
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	772 624,0	567 943,4	717 052,5	33,2	42,1
Chine	141 729,8	162 177,0	132 627,3	9,5	7,8
Taïwan	679,7	359,8	672,6	0,0	0,0
Vietnam	12 567,7	3 975,1	1 760,9	0,2	0,1
Pakistan	5 163,0	6 560,9	12 093,0	0,4	0,7
Indonésie	9 550,4	4 112,8	8 589,9	0,2	0,5
Bangladesh	52,9	86,4	45,5	0,0	0,0
Thaïlande	223 740,3	113 955,4	191 459,1	6,7	11,2
Inde	237 704,1	144 472,7	227 919,2	8,4	13,4
Malaisie	25 448,2	34 637,3	38 372,5	2,0	2,3
Singapour	29 592,3	33 532,6	15 995,4	2,0	0,9
Autres	86 395,6	64 073,1	87 517,1	3,7	5,1
EUROPE	573 788,7	524 681,9	433 248,7	30,6	25,4
Union Européenne	546 463,8	504 296,9	405 117,6	29,4	23,8
Belgique	70 875,2	74 111,0	63 749,8	4,3	3,7
France	149 638,1	173 429,2	155 252,2	10,1	9,1
Allemagne	22 338,2	20 914,7	30 546,7	1,2	1,8
Espagne	50 823,0	87 285,7	30 596,6	5,1	1,8
Portugal	2 394,0	5 308,3	8 090,7	0,3	0,5
Pays bas	79 752,5	46 911,2	56 376,0	2,7	3,3
Italie	33 043,3	17 261,2	15 178,9	1,0	0,9
Danemark	19 951,0	6 850,3	4 011,1	0,4	0,2
Autres	117 648,4	72 225,3	41 315,6	4,2	2,4
Non Union Européenne, dont	27 324,9	20 385,0	28 131,1	1,2	1,7
Norvège	660,6	822,9	5 417,3	0,0	0,3
Suisse	12 667,2	9 024,7	8 320,2	0,5	0,5
AFRIQUE	560 838,3	518 024,9	477 650,6	30,3	28,0
UEMOA	203 014,8	201 579,0	202 713,2	11,8	11,9
Burkina	11 498,6	5 132,5	1 433,2	0,3	0,1
Côte d'Ivoire	33 690,0	40 914,8	24 140,5	2,4	1,4
Mali	7 985,2	8 648,6	11 175,2	0,5	0,7
Niger	9 188,6	17 202,9	11 172,7	1,0	0,7
Sénégal	9 010,4	14 943,3	13 701,7	0,9	0,8
Togo	131 384,3	114 736,9	141 090,0	6,7	8,3
NON UEMOA, dont	357 823,5	316 445,9	274 937,4	18,5	16,1
Ghana	14 183,0	12 413,5	11 884,1	0,7	0,7
Nigeria	217 383,3	245 316,7	171 390,5	14,3	10,1
Gabon	3,3	0,0	6,7	0,0	0,0
Tchad	14 235,8	5 873,5	8 778,0	0,3	0,5
Afrique du Sud	30 703,3	2 602,5	491,4	0,2	0,0
AMERIQUE	164 312,2	100 923,2	73 826,8	5,9	4,3
USA	116 746,4	47 753,4	33 949,9	2,8	2,0
Canada	6 502,2	5 370,6	4 012,9	0,3	0,2
Brésil	31 804,0	41 073,3	30 884,4	2,4	1,8
Colombie	66,5	1 226,0	38,5	0,1	0,0
Autres	9 193,1	5 499,9	4 941,0	0,3	0,3
Non classés ailleurs	1 879,4	820,3	1 742,5	0,0	0,1
TOTAL	2 073 442,7	1 712 393,7	1 703 521,0	100,0	100,0

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2017)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2016

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	1 626 432,5	94 943,5	-28 833,6	1 692 542,4
Investissements directs	25 437,6	67 689,8	21 996,1	115 123,5
Investissements de portefeuille	671 629,6	62,5	27 936,3	699 628,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	546 357,1	27 191,2	136 888,2	710 436,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	329 255,6	26 707,7	87 489,7	443 453,0
Prêts	213 051,9	0,0	44 346,8	257 398,7
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	3 548,1	479,6	4 428,3	8 455,9
Autres comptes à payer/à recevoir	501,5	3,9	623,5	1 128,9
Avoirs de réserves	383 008,2	0,0	-215 654,3	167 353,9
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	17 903,1	17 903,1
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	17 243,8	17 243,8
Autres avoirs de réserve	383 008,2	0,0	-250 801,2	132 207,0
Stocks de passifs financiers	1 274 203,3	899 089,8	1 473 918,4	3 647 211,4
Investissements directs	214 506,0	804 590,5	35 618,6	1 054 715,1
Investissements de portefeuille	485 380,8	4 077,1	10 326,5	499 784,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	574 316,4	90 422,2	1 427 973,3	2 092 712,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	857,0	857,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	317 925,8	113,0	165 868,2	483 907,0
Prêts	218 669,6	31 240,6	1 251 841,7	1 501 751,9
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	34 073,7	46 996,9	9 361,5	90 432,1
Autres comptes à payer/à recevoir	3 647,4	12 071,7	45,0	15 764,1
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	49 497,2	49 497,2
Position extérieure globale nette (A) - (B)	352 229,2	-804 146,3	-1 502 752,0	-1 954 669,0

Source : BCEAO (Octobre 2017)



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int